

FMAG

SPÉCIAL ÉCONOMIE BLEUE

ENTRETIEN AVEC
M. HASSAN SENTISSI
EL IDRISI
PRÉSIDENT
DE LA FENIP

CAP SUR UNE ÉCONOMIE
BLEUE AU MAROC :
LEVIER DE CROISSANCE
ET DE REVALORISATION
GÉOPOLITIQUE

LE FUTUR
DU TRANSPORT
MARITIME
AU MAROC

À L'OCCASION DU FORUM
INTERNATIONAL DE
L'INDUSTRIE HALIEUTIQUE
LE 15 MAI À CASABLANCA
ORGANISÉ PAR LA FENIP



SCAN ME!

ÉCONOMIE BLEUE AU MAROC

UN NOUVEAU LEVIER À FORT POTENTIEL DE CROISSANCE ET D'EMPLOI

Morocco country of seafood industries

Seafood processing industries group the activities of canned fish, semi-preserved fish, fishmeal and fish oil manufacturing, seafood freezing and seaweeds processing.

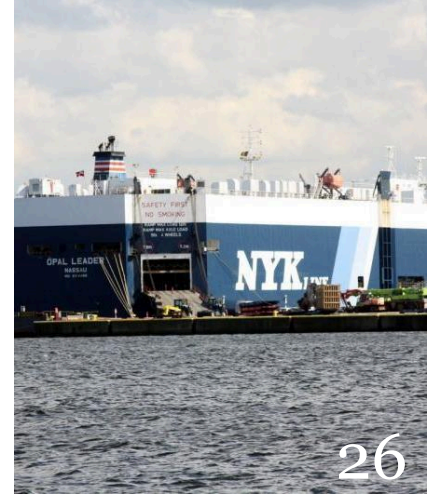
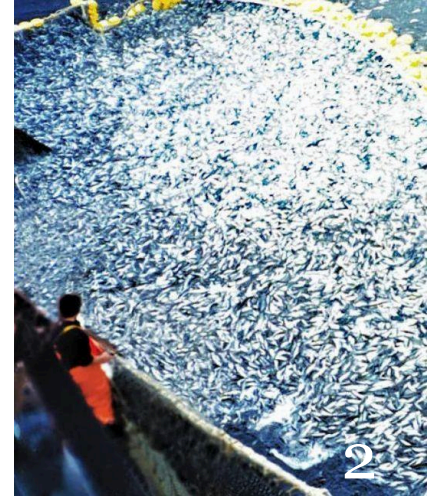
With processing plants supplied by sophisticated equipments, Morocco exports its products through a hundred of countries all over the world.

Moroccan Seafood Industrial Sectors are represented by professional organizations :



الجامعة الوطنية لصناعات تحويل و تجميع السمك
NATIONAL FEDERATION OF SEAFOOD PROCESSING
AND VALORIZATION INDUSTRIES

Sommaire



Edito

L'ODJ Média

Analyse

Maroc & Economie Bleue

Entretiens

M. Hassan Sentissi El Idrissi

Expértise

Hicham EL AADNANI

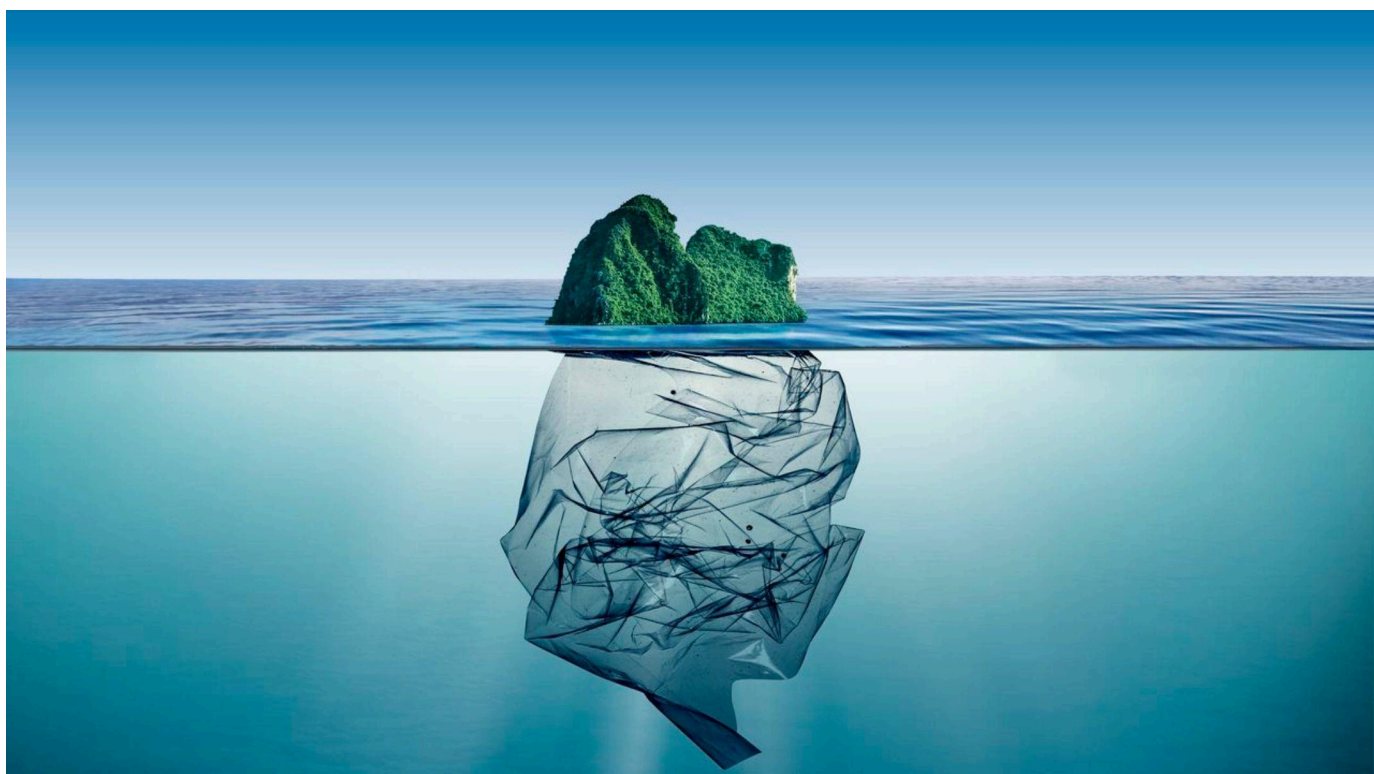
Forum

Conférence sur la Durabilité des Ressources Halieutiques au Maroc

Dossier

L'économie de la mer au Maroc

ÉDITO



**L'Économie Bleue au Maroc :
Un Nouveau levier de
croissance et d'emploi à fort
potentiel**

Avec ses vastes côtes s'étendant sur l'Atlantique et la Méditerranée, le Maroc est idéalement positionné pour transformer son potentiel maritime en un puissant moteur de croissance économique et de création d'emplois.

L **Économie Bleue au
Maroc**

L'adoption de l'économie bleue, ou économie de la mer, pourrait catalyser le développement de plusieurs secteurs clés, engendrant non seulement une augmentation significative du PIB mais aussi la génération de milliers d'emplois dans les régions côtières et au-delà.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture présente un immense potentiel de développement. Par la gestion optimisée des ressources halieutiques et le développement de l'aquaculture durable, le Maroc pourrait non seulement augmenter sa production mais aussi stimuler son industrie des produits de la mer.

Cette dernière, en particulier, offre un potentiel élevé à l'exportation de produits à forte valeur ajoutée.

En transformant localement les produits de la mer, le Maroc pourrait accroître significativement la valeur économique de ses exportations, tout en créant des emplois dans la transformation, la logistique, le marketing et la vente.

Le tourisme côtier, renforcé par des pratiques durables, constitue un autre pilier de l'économie bleue.

Le développement d'activités écotouristiques telles que la plongée, la voile et autres sports nautiques pourrait non seulement attirer plus de touristes mais également

générer des emplois directs et induits dans l'hôtellerie, la restauration, la gestion d'événements et les services de guide.

Le transport maritime et l'expansion des infrastructures portuaires, notamment à travers des ports comme Tanger Med et le projet du port atlantique de Dakhla, représentent des secteurs clés pour l'emploi.

Ces développements pourraient créer des milliers de postes de dans la logistique, l'ingénierie maritime, la sécurité portuaire, et plus encore. Par ailleurs, le Maroc est bien placé pour exploiter les énergies renouvelables marines, telles que l'éolien offshore, qui nécessitent des compétences spécialisées en ingénierie, en maintenance et en opérations.





Ces développements pourraient créer des milliers de postes de travail

Pour maximiser les bénéfices de l'économie bleue, un investissement conséquent dans la formation et l'éducation est crucial.

Des programmes de formation adaptés devront être mis en place pour doter la main-d'œuvre locale des compétences nécessaires pour exceller dans ces nouveaux secteurs, soutenant ainsi la transition vers une économie maritime intégrée et durable.

Pour maximiser les bénéfices de l'économie bleue, un investissement conséquent dans la formation et l'éducation est crucial.

Des programmes de formation adaptés devront être mis en place pour doter la main-d'œuvre locale des compétences nécessaires pour exceller dans ces nouveaux secteurs, soutenant ainsi la transition vers une économie maritime intégrée et durable.

L'adoption de l'économie bleue comme nouveau moteur de croissance offrirait au Maroc l'opportunité de diversifier son économie, d'augmenter ses exportations de produits à haute valeur ajoutée et de fournir de nouvelles perspectives d'emploi.

Cette stratégie permettrait non seulement de renforcer l'économie nationale, mais aussi de positionner le Maroc comme un leader dans la gestion durable des ressources maritimes à l'échelle mondiale, tout en améliorant la qualité de vie des communautés côtières et en préservant les ressources naturelles pour les futures générations.



Trois questions au Président de la FENIP

Durant la Conférence sur la Durabilité des Ressources Halieutiques, vous prévoyez d'organiser une table ronde sur la décarbonation de l'industrie halieutique. Quelle est votre perspective concernant cet enjeu ?

M. Hassan Sentissi El Idrissi ;

La durabilité de l'industrie halieutique au Maroc est un enjeu qui passe par l'exploitation durable des ressources, mais également par la décarbonation des chaînes de valeur.

C'est dans cette perspective, nous avons prévu d'organiser cette table ronde intitulée « Décarbonation, Stratégies de Financement Vert dans l'Industrie Halieutique ». Ce format s'adresse à tous les types d'acteurs qui font partie de l'industrie halieutique, principalement pour souligner la nécessité d'amorcer leur décarbonation, d'autant plus que la décarbonation sera une condition pour continuer à exporter vers le marché européen à partir de 2026. La table ronde vise ainsi à mettre en avant les moyens techniques et financiers qui permettront d'amorcer cette transition nécessaire et urgente.

Questions

Comment l'enjeu de durabilité des ressources est-il perçu par les acteurs nationaux de l'industrie halieutique ?

En dépit des ressources maritimes importantes que compte notre pays, de sa position géographique avantageuse à cheval entre deux façades maritimes et des avancées de l'industrie nationale de valorisation des produits de la mer, la durabilité même des ressources halieutiques nationales demeure bien évidemment un enjeu cardinal et d'importance majeure pour les acteurs de l'industrie halieutique.

Œuvrer à durabiliser ces ressources halieutiques permettra d'éviter la surexploitation et de nous aligner sur les orientations nationales en termes de protection des espèces et des écosystèmes.

Cela nous permettra également de garantir la pérennité des retombées socio-économiques de cette industrie.

Quid de l'impact environnemental de cette industrie en termes de production de déchets, notamment ceux issus des solutions d'emballage ?

C'est un autre enjeu qui nous est très important. Nous aspirons à trouver des solutions d'emballage qui puissent être aussi bien écologiques qu'économiques.

Nous sommes actuellement en cours d'étudier des solutions innovantes (à partir d'intrants produits au Maroc) qui permettront d'améliorer l'attractivité de nos produits tout en optimisant les coûts liés à ces solutions.

The poster features a blue background with a stylized fish logo on the left. Text in French and Arabic is at the top. The main title is 'FORUM INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE HALIEUTIQUE AU MAROC' with a Moroccan flag icon. Below are icons for 'EXPOSITION & RENCONTRES B2B', 'SESSIONS PLÉNIÈRES & CONFÉRENCES', and the date '15 MAI 2024'. The location is 'GRAND MOGADOR HOTEL CASABLANCA'. A photo of a fishing boat is on the right, with three circular insets above it showing fish, a port, and a boat. Logos for 'FENIP', 'SIPPO', and 'SMART EXPOS & EVENTS MOROCCO' are at the bottom.

Forum organisé par la FENIP

L'exploitation durable des ressources marines sera au cœur de la 3ème édition de la « Conférence sur la Durabilité des Ressources Halieutiques au Maroc » qui aura lieu le mercredi 15 mai 2024 à Casablanca. L'organisation sera assurée par la Fédération Nationale des Industries de Transformation et de Valorisation des Produits de la Pêche (FENIP), le Programme Suisse de Promotion des Importations (SIPPO) en partenariat avec plusieurs institutions nationales, dont l'Association Marocaine des Exportateurs (ASMEX),

l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH), l'Office National de Sécurité des Produits Alimentaires (ONSSA), l'Agence Nationale de Développement de l'Aquaculture (ANDA), Morocco Foodex, le GIAC Pêche, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) et l'Agence Nationale des Ports (ANP). Les experts affiliés à deux Organisations internationales sont par ailleurs attendus en tant que coopérateurs techniques, à savoir : l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée.

4 tables thématiques

Selon les organisateurs, « cette édition 2024 du Forum vise à partager les progrès réalisés par le Maroc et d'autres pays frères et amis, dans l'exploitation responsable et la préservation des ressources marines, afin de créer une plateforme dynamique où les acteurs publics et privés ainsi que les partenaires internationaux pourront échanger les meilleures expériences et connaissances nécessaires pour relever les défis de la durabilité et forger des solutions innovantes ».

A cet effet, quatre tables rondes sont prévues afin d'approfondir les échanges et les discussions portant sur les thématiques suivantes :

« La recherche scientifique au service de la durabilité des ressources halieutiques », « L'aquaculture marine, l'environnement et l'aménagement du littoral », « Investir dans un avenir halieutique durable, quelles stratégies sectorielles ? », et « Décarbonation, Stratégies de Financement Vert dans l'Industrie Halieutique ».

Durabilité halieutique

Avec la participation du ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts.

Cette 3ème édition de la «Conférence sur la Durabilité des Ressources Halieutiques au Maroc» sera organisée sous le thème «Collaboration pour la durabilité : Perspectives croisées de la recherche, de l'industrie de la Pêche, de l'aquaculture et engagement du Secteur Privé ».

Elle connaîtra par ailleurs la participation du ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Mohamed Sadiki, dont une allocution est prévue pour la séance des mots d'ouverture. « En unissant nos forces, en partageant nos idées et en explorant de nouvelles opportunités, nous pouvons façonner un avenir où le secteur halieutique marocain prospère tout en préservant nos précieuses ressources marines », précisent les organisateurs, qui ajoutent que « la participation au Forum est ouverte à toutes les parties prenantes du secteur de la pêche, des industries halieutiques et de l'aquaculture, ainsi qu'à ceux de la recherche qui s'y intéressent ».

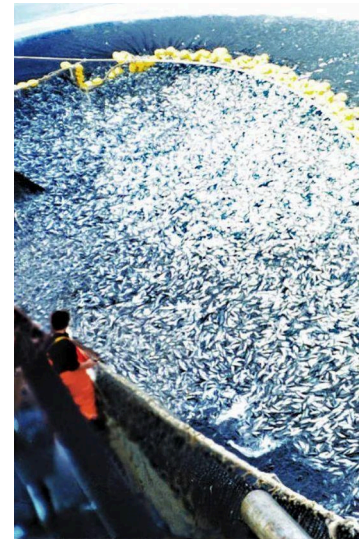
Le SIPPO et la FENIP



Depuis son démarrage en 2017 au Maroc, le programme SIPPO a inscrit l'enjeu de la durabilité des ressources halieutiques au centre de son programme de travail et de collaboration avec la FENIP pour « aider le secteur à maîtriser les outils d'accès aux marchés mondiaux afin d'asseoir et de renforcer sa compétitivité, à travers une bonne compréhension et une meilleure maîtrise des enjeux des mesures non-tarifaires (MNT), dans le plein respect, par les pouvoirs publics et privés, les producteurs et les exportateurs, des normes sanitaires, de qualité, écologiques et sociales ».

Concurrence internationale

En tant que fournisseur de poisson transformé, le Maroc opère dans un environnement mondial hautement concurrentiel, en dépit de la qualité et de la diversité de ses produits. Des pays tels que la Chine, l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam sont d'importants acteurs dans ce secteur et peuvent souvent proposer des produits à des prix compétitifs en raison de divers facteurs tels que les coûts de main-d'œuvre moins élevés, des réglementations environnementales moins strictes et des subve



Exportation sur 128 pays à travers le monde



128

Président de l'Association
Marocaine de la Semi-
Conserve

• **Chiffre d'Affaires à l'Export : Le chiffre d'affaires à l'export pour les semi-conserves de poisson est de 1.537 milliards de dirhams**

• **Exportations : 19,369 tonnes de semi-conserves ont été exportées, dont 74.82% sont des semi-conserves de sardines et 20.77% sont des semi-conserves d'anchois**

• **Emplois : Le secteur emploie 7,434 personnes directement, dont 1,050 sont des emplois permanents et 6,384 sont des emplois saisonniers .**

Le secteur marocain de la semi-conserve de poisson, incluant principalement les anchois et les sardines, est un marché dynamique axé principalement sur l'exportation.

Grâce à une analyse approfondie des défis et des stratégies adoptées, nous pouvons explorer les transformations et les perspectives de cette branche.



Question

Quelles sont les principales contraintes rencontrées par le secteur de la semi-conserve au Maroc, et comment les acteurs industriels tentent-ils de les surmonter ?

Les défis sont multiples pour ce secteur au Maroc.

L'irrégularité de l'approvisionnement en matières premières, notamment l'anchois, et les contraintes réglementaires limitant la diversification des lignes de production sont des obstacles majeurs.

Pour y répondre, les industriels s'orientent vers la diversification des sources d'approvisionnement et la modernisation des techniques de production pour améliorer la qualité et la stabilité des produits.

Des efforts sont également faits pour optimiser les coûts et minimiser l'impact des fluctuations de l'approvisionnement.

Ahmed Amjoud

Question

Face à une concurrence internationale accrue, quelles stratégies de diversification et de valorisation sont mises en place par le Maroc pour renforcer sa position sur le marché mondial des semi-conserves ?

Le Maroc mise sur la diversification de ses produits et la valorisation de ses semi-conserves pour se distinguer sur le marché international. L'accent est mis sur le développement de produits à valeur ajoutée et sur l'amélioration des processus de production pour répondre aux normes internationales de qualité et de durabilité.

Les efforts incluent également le renforcement de la présence des marques marocaines à l'étranger, notamment par des campagnes de communication ciblées et l'exploitation des accords de libre-échange.



Question

Comment le secteur de la semi-conserve de poisson gère-t-il les impératifs écologiques tout en répondant à une demande croissante ?

La gestion des impératifs écologiques est devenue un enjeu central pour le secteur. Le Maroc s'efforce d'adopter des pratiques de production plus durables, notamment par la réduction de l'utilisation d'eau et l'amélioration de la gestion des déchets.

L'industrie travaille également à minimiser son impact sur les ressources marines par des pratiques de pêche responsables et le respect des quotas de capture, en collaboration avec les organismes gouvernementaux et internationaux.

Ces stratégies montrent la volonté du Maroc de moderniser son industrie de la semi-conserve tout en répondant aux exigences du marché mondial et en promouvant une gestion responsable des ressources marines.

**Président de
l'Association Marocaine
de l'Aquaculture**

Renforcement et Expansion de l'Aquaculture au Maroc : Enjeux et Perspectives

Au Maroc, l'aquaculture est en train de prendre son envol, se positionnant comme un secteur stratégique prometteur pour compléter l'industrie halieutique traditionnelle et renforcer la sécurité alimentaire du pays. Bien que naissante, avec une production qui reste modeste comparée aux standards globaux, l'aquaculture marocaine montre un potentiel énorme de croissance et d'innovation.

Engagée dans la valorisation de ses ressources aquatiques, la stratégie nationale vise à développer durablement ce secteur, en tirant parti de son riche littoral et en renforçant ses capacités de production pour répondre à la fois à la demande intérieure et aux marchés d'exportation.

Avec des défis tels que le financement, la réglementation, et la nécessité d'innovation constante, l'aquaculture marocaine est à la croisée des chemins, prête à transformer ses défis en opportunités pour un avenir prospère et durable.



Question

L'aquaculture au Maroc semble encore à ses débuts avec une production qui reste marginale comparée à la production globale des produits de la mer. Pouvez-vous nous éclairer sur l'état actuel du secteur ?

"Effectivement, la production aquacole au Maroc est encore à un stade embryonnaire, avec une augmentation de 600 tonnes en 2017 à 1100 tonnes en 2021, ce qui ne représente qu'environ 1% de notre production nationale des produits de la mer. Ce chiffre est modeste surtout lorsqu'on le compare à la moyenne mondiale où l'aquaculture représente déjà 56% de la production halieutique totale. Ces chiffres montrent le potentiel immense de croissance pour le secteur au Maroc, notamment dans un contexte où la pêche de capture reste stagnante à l'échelle globale. L'aquaculture joue un rôle central de levier pour une économie bleue inclusive. Selon l'Agence Nationale de Développement de l'Aquaculture, le secteur a vu l'installation de 143 fermes aquacoles à travers le Royaume, avec des projections de production atteignant plus de 75.000 tonnes annuellement et la création de 1.700 emplois directs. Le secteur a connu la mise en place d'un cadre juridique spécifique à l'aquaculture marine, encapsulé dans la loi n° 84.21 de janvier 2023, régissant l'aquaculture marine le long de la chaîne de valeur.

Mohamed Ali EDDADI

Question

Quels défis spécifiques l'aquaculture doit-elle surmonter au Maroc et quelles solutions envisagez-vous pour stimuler ce secteur ?

"Le secteur de l'aquaculture au Maroc fait face à plusieurs défis majeurs, notamment le financement insuffisant, la rentabilité des investissements, et une réglementation parfois inadaptée. De plus, les conditions météorologiques sur notre littoral, souvent houleux, compliquent les opérations d'aquaculture. Il est crucial d'améliorer la compétitivité et la qualité de nos produits aquacoles par le biais de meilleures normes, de la certification, et en explorant de nouveaux marchés. Nous travaillons également sur la diversification de notre production pour minimiser la dépendance à des espèces ou des marchés spécifiques. La participation active à des salons internationaux et l'adaptation de notre législation sont des étapes clés pour rendre ce secteur plus attrayant aux investisseurs et plus compétitif à l'échelle internationale."

Comment envisagez-vous l'avenir de l'aquaculture au Maroc ?

Nous envisageons un avenir très prometteur pour l'aquaculture au Maroc. L'arrivée de nouveaux investisseurs représente une fantastique opportunité pour dynamiser le secteur et stimuler l'innovation.

Cette évolution va non seulement intensifier la concurrence mais aussi élargir le marché, favorisant ainsi la croissance et encourageant une plus grande diversité de produits et de services. Dans ce contexte, notre rôle en tant qu'association est de collaborer étroitement avec tous les acteurs du secteur pour faciliter un dialogue constructif qui mène à des stratégies équilibrées, bénéfiques à la fois pour les entreprises établies et pour les nouveaux venus. Nous nous engageons à soutenir nos membres en plaidant pour des politiques qui favorisent la durabilité environnementale et économique de notre industrie aquacole. L'ANDA, avec son programme ambitieux, a déjà posé des jalons significatifs pour une croissance robuste en identifiant et planifiant près de 24.000 hectares de zones aquacoles potentielles le long de notre magnifique littoral. Dix plans aquacoles régionaux ont été établis, s'étendant sur plus de 2.300 km à travers huit régions clés. En tant qu'association, nous soutenons ces initiatives et travaillons à assurer que les efforts de l'ANDA et d'autres entités gouvernementales se traduisent par des opportunités concrètes pour nos membres, ouvrant la voie à un avenir où l'économie bleue prospère pour tous.

Président de l'Association ANAFAP

Renouveau et Perspectives : Le Secteur Marocain de la Farine et de l'huile de Poisson

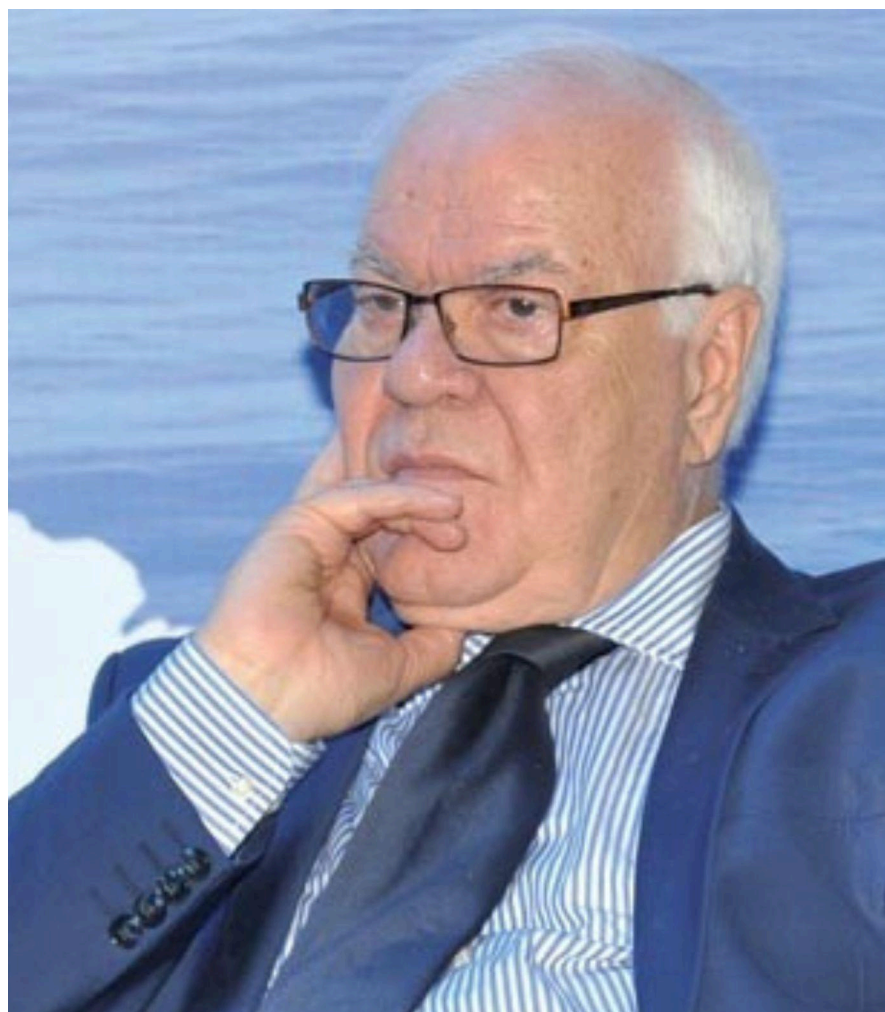
- Chiffre d'Affaires à l'Export : Le chiffre d'affaires à l'export s'élève à 2.8 milliards de dirhams .

- Capacités de Production : Le Maroc a exporté 174,000 tonnes de farine et 45,000 tonnes d'huile de poisson .

- Emplois : Le secteur emploie 1,000 personnes directement, avec 600 emplois permanents et 400 saisonniers, et environ 20,000 emplois indirects .

L'industrie marocaine de la farine et de l'huile de poisson, bien qu'ancrée dans une tradition de longue date, est aujourd'hui à un tournant décisif, confrontée à des défis significatifs mais aussi à des opportunités de croissance et de modernisation. Les acteurs de ce secteur cherchent à renforcer leur compétitivité sur le marché mondial

tout en répondant aux impératifs d'innovation et d'augmentation de la valeur ajoutée ainsi qu'aux exigences de durabilité et de responsabilité environnementale en renforçant leur approvisionnement exclusivement en chutes de poisson industriels et en poisson industriel non usinable.



Question

Le secteur de la farine et de l'huile de poisson au Maroc est confronté à plusieurs défis, notamment en termes d'approvisionnement et de qualité des produits. Quelles sont les principales stratégies mises en place pour surmonter ces obstacles ?

Le secteur de la farine et de l'huile de poisson au Maroc fait face à des défis critiques, notamment un approvisionnement irrégulier et une qualité parfois inégale des matières premières nota. Pour y faire face, une modernisation significative des processus de production a été entreprise, visant à améliorer l'efficacité et la qualité des produits finis. De plus, le Département de la pêche Maritime, en collaboration avec des entités privées, a initié des projets pour améliorer la gestion des stocks halieutiques et optimiser les pratiques de pêche, assurant ainsi un approvisionnement durable en matières premières de qualité. Ces mesures sont cruciales pour maintenir la compétitivité du Maroc sur le marché international.

Hassan SENTISSI EL IDRISSE

Question

La diversification des produits est souvent citée comme une voie essentielle pour l'expansion du marché. Quels nouveaux produits ou marchés ciblez-vous pour l'exportation et la consommation locale ?

La diversification est une stratégie clé pour le secteur. En réponse à une demande croissante pour des produits à valeur ajoutée, l'industrie s'oriente vers la production d'huile de poisson raffinée, des compléments alimentaires Oméga 3 et de farine de poisson de haute qualité connu sous le nom d'hydrolisat, utilisées notamment dans les secteurs de l'aquaculture et de la nutrition humaine.

À l'export, le focus est mis sur l'expansion vers des marchés non traditionnels en Asie et en Europe, où la demande pour des produits de haute qualité est en hausse.

Les produits dérivés de la pêche.

Localement, l'accent est mis sur l'intégration de ces produits dans l'alimentation animale, soutenant ainsi le développement de l'aquaculture et de l'agriculture marocaine. De plus les professionnels encadrés par l'Association Nationale de la Farine et Huile de poisson ANAFAP ambitionnent de rejoindre le cercle des fabricants d'Oméga 3 hautement apprécié par la classe moyenne Européenne et Américaine et en expansion dans tous les pays du monde. La production d'Oméga 3 au Maroc boostera l'exportation des produits dérivés de la pêche.

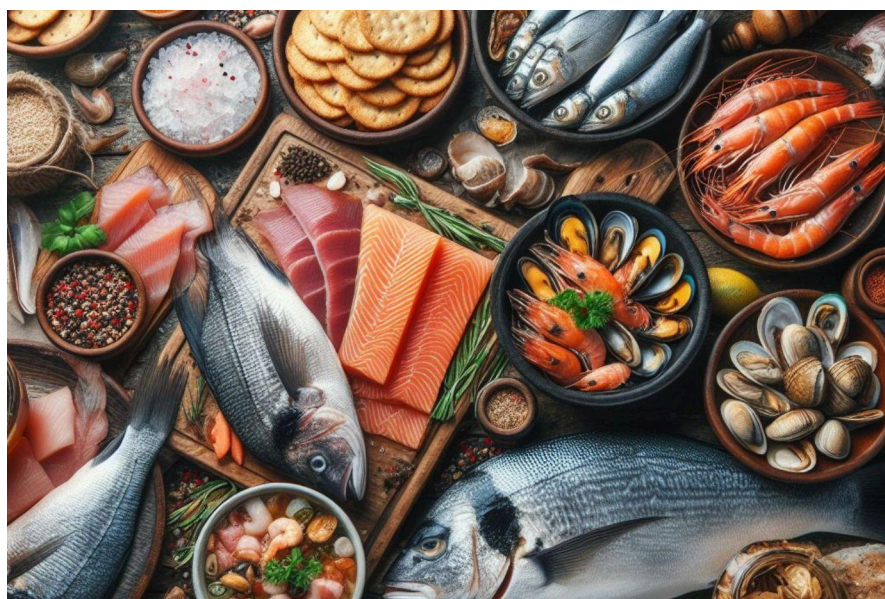
Urgence climatique

Face à l'urgence climatique et à la nécessité de pratiques durables, comment votre industrie s'adapte-t-elle aux exigences environnementales ?

L'industrie de la farine et de l'huile de poisson au Maroc prend des mesures proactives pour minimiser son impact environnemental.

Cela inclut l'amélioration des processus de production pour réduire les déchets et la consommation d'énergie, ainsi

que le renforcement des normes environnementales dans toutes les phases de production. De plus, des initiatives de recherche et développement sont en place pour explorer l'utilisation de ressources alternatives et renouvelables. L'objectif est de garantir une industrie non seulement profitable mais aussi respectueuse de l'environnement, alignée sur les objectifs de développement durable du pays. Ces stratégies illustrent l'engagement du Maroc envers la modernisation de son industrie de la farine et de l'huile de poisson, visant à assurer sa viabilité à long terme tout en répondant aux attentes globales en matière de qualité et de responsabilité environnementale.



Transformation et Durabilité

L'Avenir de l'Industrie de la Congélation des Produits de la Mer au Maroc

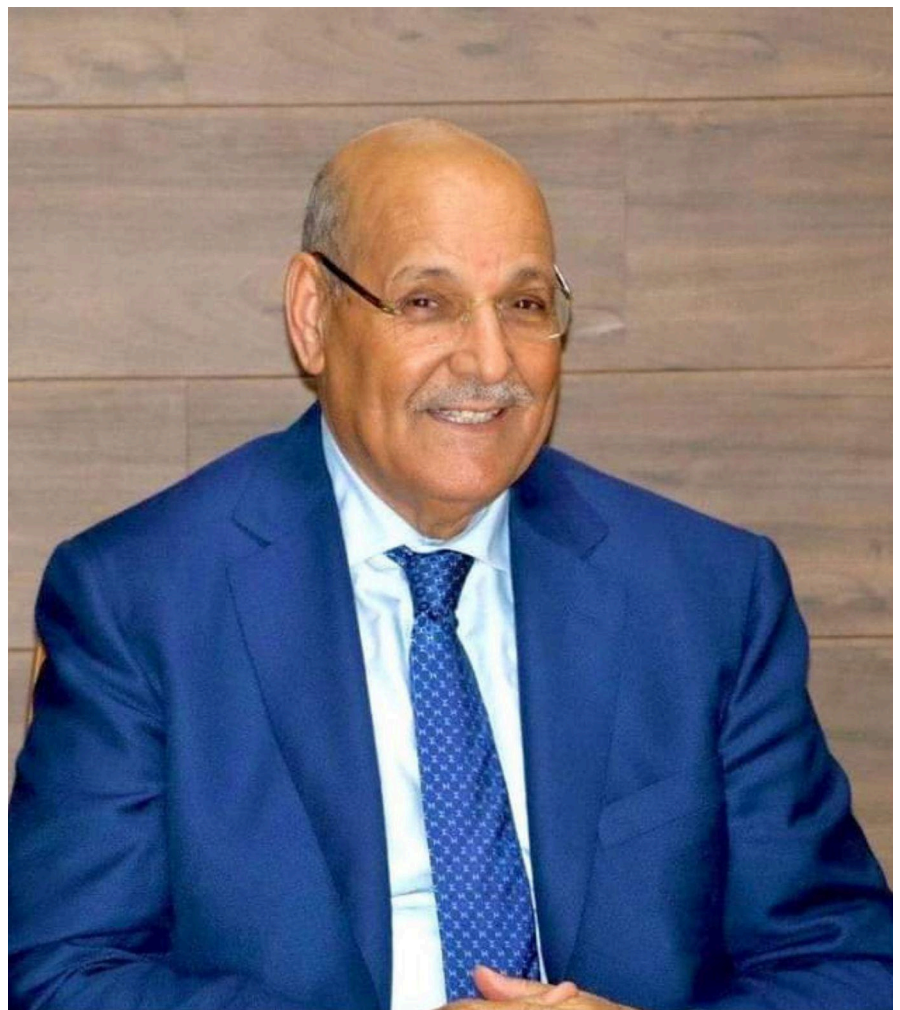
- Exportations : Les exportations représentent 55% des produits de la mer exportés, soit environ 14 milliards de DH en 2021 .

- Unités Industrielles : Le secteur compte 62% des unités industrielles de transformation des produits de la mer, soit 196 unités .

- Emplois : Le secteur génère 36% des emplois du secteur, soit 18,000 emplois directs.

Dans un contexte de mondialisation des échanges et d'impératifs écologiques pressants, l'industrie marocaine de la congélation des produits de la mer joue un rôle pivot dans l'économie nationale. Face aux défis économiques, environnementaux et technologiques, des stratégies innovantes sont nécessaires pour assurer la durabilité et la compétitivité de ce secteur.

Nous abordons ici les pratiques actuelles et les perspectives d'avenir à travers trois questions essentielles avec Président de l'Association Nationale des Industries de la Congélation des Produits de la Mer



Question

La gestion durable des stocks de poissons pélagiques est cruciale pour le secteur. Comment le Ministère collabore-t-il avec l'INRH pour optimiser cette gestion, et quel impact cela a-t-il sur l'industrie ?

La gestion durable des stocks de poissons pélagiques est une composante essentielle et complexe de notre industrie, influencée par des défis environnementaux et biologiques tels que les changements climatiques, la pollution du milieu marin, et la difficulté à définir précisément les cycles de reproduction des petits pélagiques.

Face à ces défis, le Ministère, en étroite collaboration avec l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH), déploie des politiques basées sur des études scientifiques rigoureuses pour réguler les pêcheries.

Ces politiques visent à établir des quotas de pêche qui garantissent une exploitation responsable et durable des ressources marines. .

Hamdi OULD ERRACHID

Cependant, ces défis environnementaux altèrent les habitats des poissons et affectent leurs comportements, ce qui complique la gestion adaptative des stocks. Pour surmonter ces obstacles, il est crucial de renforcer la collaboration avec les professionnels de la pêche et de l'industrie de transformation. Cette coopération accrue permet de partager les connaissances, d'aligner les pratiques de gestion sur les réalités du terrain et de s'assurer que les mesures prises sont à la fois pratiques et bénéfiques pour tous les acteurs concernés. En somme, cette approche intégrée, appuyée par la science et renforcée par une collaboration étroite avec les professionnels du secteur, est cruciale pour adapter nos méthodes de gestion des stocks aux défis actuels et futurs, tout en soutenant une industrie halieutique robuste et durable pour les générations à venir.

Question

Face à une concurrence internationale accrue, quelle est la stratégie de l'industrie marocaine pour la diversification des produits congelés et quels obstacles rencontrez-vous dans la création de produits à plus forte valeur ajoutée ?

Notre industrie est actuellement à une étape de transition. Nous explorons des voies pour diversifier notre gamme de produits congelés, bien que la création de produits à haute valeur ajoutée soit encore en phase de développement. Le principal obstacle réside dans l'adaptation des technologies de congélation et de transformation pour répondre aux normes internationales et aux préférences des consommateurs étrangers. Nous sommes engagés dans un processus d'investissement en infrastructures et en formation pour surmonter ces défis. À terme, cela nous permettra non seulement de répondre aux demandes internationales mais aussi d'améliorer la rentabilité du secteur.

Hamdi OULD ERRACHID

Question

Quels défis spécifiques l'industrie de la congélation doit-elle surmonter pour garantir son expansion future et quelle est l'importance du partenariat public-privé dans cette démarche ?

L'un des défis majeurs est l'irrégularité de l'approvisionnement en matières premières, exacerbée par des infrastructures de débarquement et de transformation parfois obsolètes. Les outils d'extraction nécessitent des efforts de modernisation et d'innovation. L'État, en collaboration avec les acteurs privés, travaille à moderniser les infrastructures et à améliorer les chaînes logistiques, notamment la chaîne du froid. De plus, ces partenariats aident à financer des initiatives visant à optimiser les pratiques de pêche et à accroître la valeur ajoutée des produits finis. Cette approche coordonnée est cruciale pour améliorer la compétitivité sur le marché international et pour assurer une croissance économique durable.



L'industrie de la congélation des produits de la mer au Maroc est à un point tournant.

Avec les bons investissements en recherche, en développement durable et en technologie, ainsi qu'une collaboration étroite entre le public et le privé, le Maroc peut non seulement répondre aux besoins actuels mais aussi se positionner comme un leader dans ce secteur à l'échelle globale.



Maroc & Economie Bleue

Le Maroc, avec son économie moyennement diversifiée et en recherche permanente de croissance économique supplémentaire, a longtemps capitalisé sur plusieurs moteurs de croissance économique. Parmi ceux-ci, le BTP, les mines, le tourisme, l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services jouent un rôle prépondérant. Cependant, face aux défis du XXI^e siècle, notamment le changement climatique, la nécessité de développement durable et la recherche de nouvelles sources de croissance économique, l'économie bleue émerge comme un secteur potentiel capable de contribuer significativement au nouveau modèle de développement du Maroc.



L'économie bleue, avec son potentiel inexploité, offre au Maroc une opportunité unique :

Diversifier davantage son économie et de promouvoir un développement durable. Elle peut être intégrée parmi les sources de croissance potentielles dans le Tourisme littoral et écotourisme, la Pêche et aquaculture durable, les Énergies marines renouvelables, l'industrie des produits de la mer, les Ports et logistique maritime et la Protection de l'environnement marin.

L'intégration de l'économie bleue dans le modèle de développement du Maroc représenterait une voie prometteuse pour assurer une croissance économique plus soutenue, tout en répondant aux impératifs environnementaux et sociaux. Elle offre la possibilité de construire une économie résiliente, diversifiée et tournée vers l'avenir, capable de relever les défis du XXI^e siècle.

L'économie bleue émerge comme un concept clé pour les nations bordées par les mers et les océans, offrant une voie prometteuse vers la croissance économique durable, la création d'emplois et la protection des écosystèmes maritimes. Pour le Maroc, pays dont les côtes s'étendent sur plus de 3 500 kilomètres le long de l'Atlantique et de la Méditerranée, l'économie bleue représente un potentiel considérable pour

dynamiser son développement économique tout en préservant sa richesse naturelle marine.

Définition de l'économie bleue

L'économie bleue désigne l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et des emplois, tout en préservant la santé des écosystèmes océaniques. Ce concept englobe une variété d'activités économiques liées aux océans, aux mers et aux côtes, incluant mais sans s'y limiter, le tourisme côtier, la pêche, l'aquaculture, le transport maritime, la production d'énergies renouvelables marines, et bien d'autres.

Importance stratégique de l'économie bleue pour le Maroc

Le Maroc, avec ses vastes côtes, dispose d'une opportunité unique de placer l'économie bleue au cœur de son développement économique. Les ressources marines et côtières du pays ne sont pas seulement vitales pour la sécurité alimentaire à travers la pêche et l'aquaculture mais représentent également une source importante de revenus via le tourisme, l'industrie des produits de la mer, le transport maritime et les énergies renouvelables.

État des lieux de l'économie bleue au Maroc

Le Maroc, grâce à sa position géographique privilégiée, s'ouvrant à la fois sur l'océan Atlantique et la mer Méditerranée, dispose d'un immense potentiel pour développer son économie bleue. Ce chapitre présente un état des lieux de l'économie bleue dans le pays, en explorant les différents secteurs qui la composent, leurs contributions actuelles à l'économie nationale, et les défis qu'ils rencontrent.

1. Panorama général des côtes marocaines

Le Maroc possède une façade maritime de plus de 3 500 kilomètres, s'étendant le long de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée. Cette vaste étendue côtière est caractérisée par une grande diversité d'écosystèmes marins et côtiers, incluant des plages, des lagunes, des estuaires, et des zones humides, qui jouent un rôle crucial dans la biodiversité et la productivité des ressources marines du pays. Ces environnements variés offrent un cadre propice à de multiples activités économiques liées à l'économie bleue.

2. Secteurs actuels de l'économie bleue au Maroc

Le tourisme balnéaire et côtier représente une part significative de l'économie touristique du Maroc, attirant des visiteurs locaux et internationaux vers ses plages renommées, ses stations balnéaires et ses sites de plongée. La valorisation durable du littoral est donc essentielle pour soutenir cette industrie.

La pêche est traditionnellement un secteur clé pour l'économie marocaine, avec une zone économique exclusive (ZEE) riche en ressources halieutiques. L'aquaculture est également en expansion, offrant des opportunités de diversification des revenus et de renforcement de la sécurité alimentaire.

Le Maroc, grâce à sa position stratégique sur les routes maritimes mondiales, développe activement ses infrastructures portuaires et sa capacité logistique.

Le port de Tanger Med, par exemple, est devenu un hub logistique majeur en Afrique et en Méditerranée.

Les côtes marocaines présentent un potentiel important pour le développement des énergies renouvelables,

notamment l'éolien et l'hydrolien. Ces ressources représentent une opportunité de réduire la dépendance aux combustibles fossiles et de contribuer à l'objectif national d'énergie propre.

Bien que naissant, ce secteur offre des perspectives prometteuses pour l'exploitation durable des ressources biologiques marines, à des fins médicales, cosmétiques, ou encore alimentaires.

3. Analyse SWOT de l'économie bleue marocaine

Forces : Position géographique stratégique, diversité des écosystèmes marins, secteurs établis comme la pêche et le tourisme côtier, initiatives gouvernementales pour le développement durable.

Faiblesses : Insuffisance des infrastructures dans certaines régions côtières, défis liés à la surpêche et à la gestion durable des ressources marines, besoin de renforcement des capacités en recherche et innovation.

Opportunités : Potentiel de croissance dans les énergies marines renouvelables, développement de l'aquaculture, expansion du secteur touristique côtier, amélioration de la chaîne de valeur maritime.

Menaces : Changement climatique et ses impacts sur les zones côtières, pression anthropique sur les ressources marines, compétitivité internationale accrue dans les secteurs de l'économie bleue.

Ainsi, l'économie bleue au Maroc présente un potentiel significatif pour contribuer à la croissance économique du pays et à la création d'emplois, tout en préservant ses ressources marines et côtières. Les défis existants nécessitent des stratégies intégrées et durables pour assurer le développement de ce secteur vital.

Potentiel de croissance de l'économie bleue au Maroc

Le Maroc, avec ses vastes côtes et sa position stratégique, est idéalement placé pour exploiter pleinement le potentiel de son économie bleue. Ce chapitre explore les perspectives de croissance dans les secteurs existants et émergents, tout en soulignant l'importance de l'innovation et de la recherche pour dynamiser cette économie prometteuse.

1. Opportunités de développement des secteurs existants

Tourisme littoral et durable : Le secteur du tourisme, en particulier le tourisme balnéaire, a un potentiel énorme de croissance en adoptant des pratiques plus durables. En développant des infrastructures écologiques et en promouvant des activités respectueuses de l'environnement, le Maroc peut attirer une clientèle plus large et consciente de l'écologie.

Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture : La pêche, pilier traditionnel de l'économie marocaine, peut bénéficier d'une modernisation et d'une gestion plus durable des ressources halieutiques. L'aquaculture, avec des investissements dans la recherche et le développement de techniques innovantes, représente une avenue prometteuse pour la diversification et l'augmentation de la production marine.

Expansion du transport maritime et amélioration de la logistique :

Le renforcement des capacités portuaires et la modernisation des infrastructures logistiques sont essentiels pour augmenter l'efficacité du transport maritime. Cela inclut l'amélioration des connexions entre les ports et l'arrière-pays, et le développement de services logistiques intégrés.

2. Secteurs émergents à fort potentiel

Énergies marines renouvelables : Le potentiel du Maroc dans le domaine des énergies renouvelables marines, telles que l'éolien offshore et l'hydrolien, est largement inexploité. Le développement de ces ressources pourrait non seulement réduire la dépendance énergétique du pays mais aussi créer de nouvelles opportunités économiques.

Biotechnologies marines : La valorisation des ressources biologiques marines pour des applications pharmaceutiques,

cosmétiques ou alimentaires représente un secteur émergent à fort potentiel. Le soutien à la recherche et au développement, ainsi qu'un cadre réglementaire adéquat, sont nécessaires pour encourager l'innovation dans ce domaine.

Tourisme bleu : Au-delà du tourisme côtier traditionnel, le développement du tourisme d'aventure maritime, tel que la plongée, le surf, et l'exploration sous-marine, peut attirer un segment de marché plus spécialisé et respectueux de l'environnement. L'industrie des produits de la mer : L'industrie des produits de la mer constitue un pilier essentiel de l'économie bleue, jouant un rôle crucial dans le développement économique, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale. Cette industrie englobe une gamme variée d'activités, allant de la pêche traditionnelle et l'aquaculture à la transformation et la commercialisation de produits de la mer. Elle engendre une chaîne de valeur complexe qui inclut la capture, l'élevage, la transformation, le marketing et la vente de produits de la mer.

Pour le Maroc, maximiser le potentiel de l'industrie des produits de la mer dans l'économie bleue implique d'investir dans la recherche et le développement, d'améliorer les infrastructures de pêche et d'aquaculture, et de renforcer les capacités de transformation et de commercialisation.

Le développement d'une industrie des produits de la mer durable peut aussi positionner le pays comme un leader dans la gestion durable des ressources marines.





3. Innovation et recherche dans l'économie bleue

L'innovation et la recherche sont cruciales pour le développement durable de l'économie bleue. Elles permettent non seulement d'améliorer les pratiques existantes mais aussi de découvrir de nouvelles voies de croissance économique, tout en préservant les ressources marines.

Le Maroc peut se positionner comme un leader dans le domaine de l'économie bleue en investissant dans :
Centres de recherche dédiés : La création de centres de recherche spécialisés dans l'économie bleue favoriserait l'innovation et le développement de technologies avancées dans les secteurs maritimes.

Partenariats stratégiques : Le développement de partenariats entre le gouvernement, les institutions académiques, les entreprises privées et les organisations internationales peut faciliter le partage des connaissances, l'accès au financement et la commercialisation de nouvelles technologies.

Formation et éducation : Le développement des compétences et la formation professionnelle dans les domaines spécifiques à l'économie bleue sont essentiels pour fournir une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux besoins de ces secteurs en expansion.

Le potentiel de croissance de l'économie bleue au Maroc est considérable.

En exploitant stratégiquement ses ressources maritimes et en adoptant des approches innovantes et durables, le Maroc peut non seulement accélérer sa croissance économique mais aussi contribuer à la protection et à la valorisation de ses précieux écosystèmes marins. La clé du succès réside dans la mise en œuvre de politiques intégrées, le soutien à l'innovation et la recherche, ainsi que dans l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux.

Développement durable et économie bleue

Le développement durable dans le contexte de l'économie bleue est essentiel pour assurer une exploitation responsable des ressources maritimes qui soutient la croissance économique tout en préservant l'intégrité des écosystèmes océaniques. Ce chapitre explore les pratiques, politiques, et innovations nécessaires pour intégrer le développement durable au cœur de l'économie bleue marocaine.

1. Gestion durable des ressources marines

La gestion durable des ressources marines est fondamentale pour le Maroc, afin de préserver sa biodiversité marine et d'assurer la viabilité à long terme de ses activités économiques liées à la mer.

Pratiques de pêche durable :

Il est crucial de mettre en œuvre et de renforcer les pratiques de pêche durable pour protéger les stocks de poissons. Cela comprend la régulation des captures, la protection des habitats sensibles et la promotion de la pêche artisanale et de petites échelles.

Aires marines protégées (AMP) :

La création et l'expansion des AMP sont des outils efficaces pour la conservation de la biodiversité marine. Ces zones contribuent à la régénération des stocks de poissons et à la protection des écosystèmes vulnérables, tout en offrant des opportunités pour le tourisme écologique et l'éducation environnementale.

Aquaculture durable :

Le développement de l'aquaculture durable, à travers l'adoption de techniques respectueuses de l'environnement et la sélection d'espèces moins impactantes, est essentiel pour compléter la production halieutique sans nuire aux écosystèmes marins.

2. Protection et restauration des écosystèmes marins

La protection et la restauration des écosystèmes marins sont vitales pour maintenir les services écosystémiques dont dépend l'économie bleue.

Restauration des habitats marins : Les initiatives de restauration, telles que la replantation des herbiers marins et la reconstruction des récifs coralliens, sont cruciales pour la santé des océans.

Réduction de la pollution marine : La lutte contre la pollution marine, en

particulier celle provenant des plastiques et des déchets, est impérative. Cela nécessite des politiques de gestion des déchets efficaces, des campagnes de sensibilisation, et la promotion de l'économie circulaire.

3. Contribution de l'économie bleue aux objectifs de développement durable (ODD)

L'économie bleue offre une opportunité unique pour le Maroc de progresser vers la réalisation des ODD, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé des écosystèmes marins, et la lutte contre le changement climatique.

Sécurité alimentaire et ODD 2 : En optimisant la gestion des ressources halieutiques et en développant l'aquaculture durable, le Maroc peut contribuer à l'ODD 2 en augmentant la disponibilité des protéines marines pour sa population.

Énergies propres et ODD 7 : Le développement des énergies marines renouvelables contribue à l'ODD 7 en fournissant des sources d'énergie propres et durables, réduisant ainsi la dépendance aux combustibles fossiles.

Conservation de la vie aquatique et ODD 14 : La protection des écosystèmes marins à travers des AMP et des pratiques de pêche durable est directement alignée avec l'ODD 14.

E

En intégrant le développement durable au cœur de l'économie bleue, le Maroc peut non seulement préserver ses précieuses ressources marines pour

les générations futures mais aussi créer des opportunités économiques durables pour sa population. Cela nécessite un engagement continu envers des politiques innovantes, une gouvernance efficace, et la participation active de tous les secteurs de la société.

Défis et obstacles

Le développement de l'économie bleue au Maroc, malgré son potentiel immense, est confronté à plusieurs défis et obstacles. Ces contraintes peuvent entraver la progression vers une exploitation durable et profitable des ressources maritimes. Identifier et comprendre ces défis est crucial pour élaborer des stratégies efficaces qui permettent de les surmonter.

1. Contraintes environnementales et climatiques

Le changement climatique représente un défi majeur pour l'économie bleue, affectant la santé des écosystèmes marins et, par conséquent, les activités économiques qui en dépendent.

Élévation du niveau de la mer et érosion côtière : Ces phénomènes menacent les zones côtières, où se concentrent de nombreuses activités économiques, y compris le tourisme et la pêche.

Acidification des océans : L'augmentation de l'acidité de l'eau de mer, due à l'absorption du CO₂ atmosphérique, affecte la biodiversité marine, notamment les récifs coralliens et les espèces à coquilles, avec des répercussions sur les chaînes alimentaires marines.

Variabilité des ressources halieutiques : Le changement climatique impacte les stocks de poissons, leur distribution et leur productivité, posant des défis pour la gestion durable de la pêche.

2. Défis socio-économiques et technologiques

Le développement de l'économie bleue au Maroc fait également face à des défis socio-économiques et technologiques qui nécessitent des solutions innovantes et inclusives.

Manque d'infrastructures et d'accès à la technologie : Le développement de certaines activités de l'économie bleue est entravé par le manque d'infrastructures adéquates et l'accès limité à des technologies avancées, particulièrement dans les secteurs émergents comme les énergies marines renouvelables.

Compétences et formation : Il existe un déficit de compétences spécialisées nécessaires pour soutenir les secteurs de l'économie bleue, soulignant le besoin urgent de programmes de formation et d'éducation adaptés.

Intégration et coordination entre les secteurs : Les efforts pour développer l'économie bleue sont souvent fragmentés, manquant de coordination efficace entre les différents secteurs et niveaux de gouvernance.

3. Besoins en formation et compétences

Le développement d'une économie bleue dynamique et durable exige un investissement significatif dans la formation et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre.

Formation spécialisée : Il est crucial d'établir des programmes éducatifs et de formation professionnelle spécialisés dans les domaines clés de l'économie bleue, tels que la gestion des ressources maritimes, l'ingénierie marine, et la biotechnologie marine.

Renforcement des capacités de recherche : La recherche scientifique et technologique joue un rôle fondamental dans le développement durable de l'économie bleue. Encourager la collaboration entre les universités, les centres de recherche, et l'industrie est essentiel pour innover et résoudre les défis complexes liés à l'exploitation des ress

4. Cadre réglementaire et gouvernance ources marines.

Un cadre réglementaire clair et une gouvernance efficace sont nécessaires pour faciliter le développement de l'économie bleue tout en assurant la protection des écosystèmes marins.

Harmonisation des politiques : La mise en place de politiques cohérentes et harmonisées à l'échelle nationale et internationale est cruciale pour gérer les activités économiques maritimes de manière durable. Engagement des parties prenantes : La participation active des communautés locales, du secteur privé, et des ONG environnementales est essentielle pour assurer une gestion inclusive et équitable des ressources maritimes.

Harmonisation des politiques : La mise en place de politiques cohérentes et harmonisées à l'échelle nationale et internationale est cruciale pour gérer les activités économiques maritimes de manière durable. Engagement des parties prenantes : La participation active des communautés locales, du secteur privé, et des ONG environnementales est essentielle pour assurer une gestion inclusive et équitable des ressources maritimes.

En conclusion, bien que les défis soient considérables, ils ne sont pas insurmontables. Avec des politiques adaptées, un investissement dans la recherche et la technologie, ainsi qu'une gouvernance intégrée et participative, le Maroc peut surmonter ces obstacles et réaliser le plein potentiel de son économie bleue pour un développement durable et inclusif.

Stratégies et recommandations

Pour exploiter pleinement le potentiel de l'économie bleue tout en adressant les défis identifiés, le Maroc doit adopter une approche stratégique et intégrée.

Ce chapitre présente des stratégies et des recommandations clés visant à stimuler la croissance de l'économie bleue marocaine de manière durable et inclusive.

1. Stratégie nationale pour le développement de l'économie bleue

Élaboration d'une vision à long terme : Il est essentiel de définir une vision claire et ambitieuse pour l'économie bleue marocaine, soutenue par des objectifs quantifiables et un plan d'action stratégique. Cette vision doit intégrer les principes du développement durable et être alignée avec les Objectifs de

Développement Durable (ODD).
Renforcement du cadre législatif et réglementaire : Mettre en place un cadre réglementaire solide et cohérent pour régir les différentes activités de l'économie bleue, garantissant la protection des écosystèmes marins, la promotion de la pêche durable et le développement responsable des secteurs émergents.

Mise en œuvre d'une gouvernance intégrée : Adopter une approche de gouvernance intégrée qui facilite la coordination entre les différentes autorités nationales, régionales et locales, ainsi qu'entre les secteurs public et privé et les communautés locales, pour assurer une gestion cohérente des ressources marines.

2. Plans d'action sectoriels

Pour le développement du tourisme bleu durable : Promouvoir un tourisme côtier et maritime qui respecte l'environnement, en encourageant les pratiques

écotouristiques et en développant des infrastructures touristiques durables.

Pour la modernisation de l'industrie de la pêche : Investir dans la modernisation des flottes de pêche, la formation des pêcheurs aux techniques de pêche durable, et le développement de l'aquaculture, avec un accent particulier sur les espèces à faible impact environnemental.

Pour l'intégration de l'industrie des produits de la mer : Création d'un écosystème pêche, transformation industrielle, marketing, commercialisation, logistique et export
Pour l'investissement dans les énergies marines renouvelables : Encourager l'investissement dans le développement et la commercialisation des énergies renouvelables marines, telles que l'éolien offshore et l'énergie des vagues, pour diversifier le mix énergétique national.

3. Mécanismes de financement et d'investissement

Facilitation de l'accès au financement : Créer des mécanismes financiers

innovants pour faciliter l'accès au capital pour les entrepreneurs et les entreprises du secteur de l'économie bleue, notamment par le biais de fonds d'investissement spécialisés, de prêts à faible taux d'intérêt et de garanties.

Promotion de partenariats public-privé (PPP) : Encourager les PPP pour le développement de projets d'infrastructures maritimes, de recherche et d'innovation dans l'économie bleue, en offrant un cadre réglementaire favorable et des incitations fiscales pour les investisseurs privés.

4. Renforcement des capacités et de la recherche

Formation et éducation : Établir des programmes de formation professionnelle et des cursus universitaires spécialisés dans les métiers de l'économie bleue, pour répondre aux besoins en compétences du secteur et favoriser l'emploi des jeunes. Soutien à la recherche et à l'innovation : Investir dans la recherche scientifique et le développement technologique liés à l'économie bleue, en soutenant les partenariats entre les universités, les instituts de recherche et le secteur privé, pour stimuler l'innovation dans les domaines clés.

Le développement de l'économie bleue représente une opportunité exceptionnelle pour le Maroc de promouvoir une croissance économique durable tout en préservant son patrimoine marin unique. La mise en œuvre de ces stratégies et recommandations nécessitera un engagement fort de la part de tous les acteurs concernés, ainsi qu'une volonté politique inébranlable, pour transformer le potentiel de l'économie bleue en une réalité prospère et durable pour les générations futures. L'économie bleue se présente comme un horizon prometteur pour le Maroc, offrant des opportunités inestimables de croissance économique, de création d'emplois et de préservation de l'environnement.



Le tourisme côtier, autre pilier de l'économie bleue, attire chaque année autour de 8 millions de touristes, soit près de 60% des arrivées touristiques.

Cependant, ce secteur reste concentré sur quelques destinations majeures et nécessite une stratégie de développement plus équilibrée pour exploiter pleinement son potentiel et créer des emplois dans l'ensemble du pays. Il s'agit notamment de développer le tourisme durable et responsable, de diversifier l'offre touristique et de valoriser le patrimoine culturel et naturel des régions côtières.

Les énergies marines renouvelables, telles que l'éolien offshore, constituent un enjeu crucial pour la transition énergétique du Maroc et la lutte contre le changement climatique. Le pays dispose d'un important gisement éolien offshore estimé à 7000 MW le long de ses côtes atlantiques et méditerranéennes.

L'exploitation de ce potentiel immense permettrait de réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles, de produire une énergie propre, de décarboner l'industrie et de créer des emplois qualifiés dans des secteurs d'avenir.

L'exploitation des ressources minérales sous-marines, encore à ses balbutiements, pourrait également devenir un gisement de croissance important pour l'économie bleue marocaine.

Le potentiel en manganèse, cobalt, cuivre et autres minéraux précieux est immense et pourrait ouvrir de nouvelles opportunités économiques et créer des emplois dans des domaines d'expertise de pointe. Le développement de cette filière devra se faire dans le respect de l'environnement et en veillant à une gestion durable des ressources minérales.

Une stratégie ambitieuse pour une économie bleue durable et innovante

Conscient des opportunités immenses offertes par l'économie bleue, la stratégie nationale « Maroc bleu » doit viser à :

- Développer durablement les activités maritimes traditionnelles telles que la pêche, l'aquaculture et les activités portuaires en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement et en préservant les ressources halieutiques. Cela implique notamment de moderniser les techniques de pêche, de promouvoir une aquaculture durable et responsable, et de renforcer la gestion des infrastructures portuaires.

- Favoriser l'émergence de nouveaux secteurs porteurs à forte valeur ajoutée comme la construction et la réparation navales, les biotechnologies marines, les énergies renouvelables offshore, le dessalement de l'eau de mer et la production d'hydrogène vert, en encourageant l'innovation et en attirant les investissements.

Le Maroc dispose d'un vivier de talents et d'un cadre institutionnel favorable au développement de ces nouvelles filières. En diversifiant son économie bleue vers ces activités à forte valeur ajoutée, le Maroc pourra générer de nouveaux emplois qualifiés, accroître sa compétitivité et renforcer sa position de leader régional dans l'économie maritime. Cette stratégie ambitieuse vise à faire de ces nouvelles filières des moteurs de croissance durable et inclusive pour le pays.

- Mettre en place une gouvernance unifiée de l'économie bleue marocaine pour une meilleure coordination entre les différents acteurs publics, privés et de la société civile, afin d'assurer une cohérence et une efficacité dans la mise en œuvre de la stratégie.



Avantages de l'économie bleue

À travers l'exploration des différentes facettes de l'économie bleue, de son potentiel, des défis à relever, et des stratégies à adopter, il est clair que le Maroc possède une base solide sur laquelle il peut s'appuyer pour tirer pleinement parti de ses ressources maritimes et côtières.

L'intégration des principes du développement durable au cœur de l'économie bleue ne représente pas seulement un impératif éthique et environnemental ;

elle constitue également une démarche stratégique permettant d'assurer une croissance économique à long terme, résiliente et inclusive. Le Maroc, grâce à sa position géographique privilégiée, sa richesse en biodiversité marine, et ses infrastructures, se trouve à un moment charnière de son histoire économique, capable d'initier une transformation significative vers un modèle de développement plus vert et durable. Toutefois, la réalisation de cette ambition nécessite une approche cohérente et coordonnée impliquant tous les acteurs concernés : gouvernement, secteur privé, communautés locales, et partenaires internationaux.

L'adoption de cadres réglementaires et institutionnels robustes, le renforcement des capacités et de la recherche, ainsi que la mobilisation de financements adéquats sont autant de leviers essentiels pour surmonter les défis identifiés et maximiser les bénéfices de l'économie bleue.

Le Maroc se doit de saisir cette opportunité unique pour positionner l'économie bleue comme un pilier central de son nouveau modèle de développement.

En valorisant ses ressources maritimes de manière responsable et innovante, le pays peut non seulement améliorer le bien-être de sa population mais aussi contribuer significativement à la protection de l'environnement global. L'engagement dans cette voie demande courage, vision à long terme, et actions concrètes et coordonnées.



Opportunité économique

En somme, le développement de l'économie bleue au Maroc est bien plus qu'une opportunité économique ; c'est une chance de montrer au monde une voie vers le développement durable qui réconcilie progrès économique et respect de l'environnement.

À travers une démarche inclusive et durable, le Maroc peut ainsi non seulement réaliser ses aspirations de croissance et de prospérité mais également jouer un rôle de leader dans la préservation et la valorisation des océans pour les générations



**Cap sur une économie bleue
au Maroc : Levier de
Croissance et de
Revalorisation Géopolitique**

Le Maroc, baigné par les eaux de l'Atlantique et de la Méditerranée, dispose d'un atout majeur pour développer son économie bleue.

Fort de son positionnement géographique stratégique et à ses abondantes ressources marines, le Royaume est en mesure de déployer une ambitieuse stratégie visant à faire de ce secteur d'avenir un moteur de croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois.

C

Cette vision devrait s'inscrire dans le repositionnement géopolitique du Maroc, qui se tourne résolument vers l'Afrique atlantique afin de renforcer ses liens économiques et stratégiques avec ses voisins du continent.

Un patrimoine maritime aux atouts indéniables

Avec ses 3500 km de littoral, le Maroc dispose d'un atout inestimable pour le développement de l'économie bleue. La pêche maritime, pilier historique de ce secteur, génère près de 900 000 emplois directs et indirects. La production halieutique nationale s'élève à environ 1,56 million de tonnes par an, dont 85% proviennent de la pêche côtière et artisanale. Les exportations des produits de la mer rapportent chaque année plus de 2,8 milliards de dollars US au Maroc, témoignant de la vitalité de cette filière.

Des opportunités à saisir dans des filières émergentes

Si la pêche joue un rôle prépondérant, d'autres filières recèlent un fort potentiel de développement et de création d'emplois. L'aquaculture, encore peu développée au Maroc, offre des perspectives prometteuses. Le pays dispose de vastes zones propices à l'aquaculture marine (baies, lagunes). Le développement de cette filière permettrait de diversifier la production halieutique, de créer des emplois qualifiés et de contribuer à la sécurité alimentaire du pays.



Cette approche permettrait de réduire les contradictions et les inefficacités qui pourraient résulter de la fragmentation des efforts et des ressources.

En outre, une gouvernance unifiée permettrait de renforcer la visibilité et la transparence de la stratégie, en encourageant ainsi l'engagement et la participation de tous les acteurs concernés.

- Accélérer le développement d'une économie des océans en investissant dans des plateformes multifonctionnelles offshore. Ces infrastructures permettraient de regrouper diverses activités industrielles, logistiques et de recherche en mer, optimisant ainsi l'utilisation de l'espace maritime. Ce modèle d'exploitation intégrée des ressources océaniques présenterait plusieurs avantages. Tout d'abord, il permettrait d'exploiter de manière plus efficace et durable le potentiel des espaces maritimes, en mutualisant différentes activités sur une même plateforme. De plus, en concentrant ces activités en mer, plutôt que sur le littoral, cela contribuerait à minimiser l'impact environnemental à terre, préservant ainsi les écosystèmes côtiers fragiles.

Cela s'inscrirait pleinement dans une approche de développement durable de l'économie bleue marocaine. Investir dans ces plateformes multifonctionnelles offshore serait donc un levier stratégique pour accélérer la transition vers une économie des océans plus intégrée, efficace et respectueuse de l'environnement au Maroc. Cela permettrait de valoriser au mieux les ressources maritimes tout en limitant les externalités négatives sur les zones terrestres.

- Renforcer les compétences et promouvoir l'innovation dans les métiers maritimes en développant des formations adaptées aux besoins des nouvelles filières et en encourageant la recherche et le développement technologique. La création d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive est essentielle. Il s'agira d'adapter les programmes de formation aux besoins des nouveaux secteurs, de favoriser les partenariats entre établissements d'enseignement et entreprises maritimes, et de soutenir la R&D dans des domaines clés.

- Mobiliser les investissements nécessaires en explorant des mécanismes de financement innovants. L'une des options consiste à mettre en place un système de trading de crédits carbone à la Bourse de Casablanca, qui permettrait aux entreprises de se financer en échange de réductions de leurs émissions de carbone. De plus, l'émission d'obligations bleues dédiées au financement de projets d'économie bleue durables pourrait attirer des investissements privés et publics pour soutenir l'essor de cette économie.

Enfin, la création de fonds d'investissement impact spécialisés dans l'économie bleue pourrait fournir des ressources financières pour les entreprises et les projets qui contribuent à une croissance économique verte et inclusive.

Ces mécanismes de financement innovants pourraient ainsi aider à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de l'économie bleue marocaine.

Le futur de l'économie bleue au Maroc en Afrique-Atlantique est certes prometteur, mais son développement ne sera pas sans défis.

Le Maroc est bien armé pour se positionner en première ligne de ce mouvement, mais devra faire preuve de détermination et de pragmatisme pour y parvenir. En tant que partenaire stratégique crédible, le Royaume a la capacité de jouer un rôle déterminant dans la construction d'un avenir sûr, durable et prospère pour lui-même et pour l'ensemble des pays de l'Afrique-Atlantique.

Cependant, cela nécessitera des efforts soutenus en termes d'investissements, de coopération régionale et de gestion responsable des ressources marines.

L'économie bleue marocaine recèle d'un potentiel immense, mais son exploitation devra se faire dans le respect de l'environnement et des écosystèmes marins fragiles. Une approche véritablement durable et innovante sera essentielle pour générer une croissance économique verte et inclusive, tout en préservant la richesse du patrimoine maritime.

En se positionnant comme un leader de l'économie bleue en Afrique atlantique, le Maroc aura l'opportunité de jouer un rôle crucial dans la création d'un avenir prospère pour cette région. Mais cela supposera également de relever des défis de gouvernance, de financement et de transfert de compétences avec ses voisins.

Le chemin sera long, mais le Royaume a les atouts pour y parvenir.

Unis dans un esprit de coopération et d'ambition partagée, le Maroc et ses voisins africains de la façade atlantique peuvent bâtir ensemble un avenir maritime sûr, prospère et durable. Mais cela demandera de la détermination, de la flexibilité et un engagement fort envers la préservation des océans.

Par Hicham EL AADNANI
Consultant en Intelligence Stratégique

L'CDJ R212

LA WEB RADIO

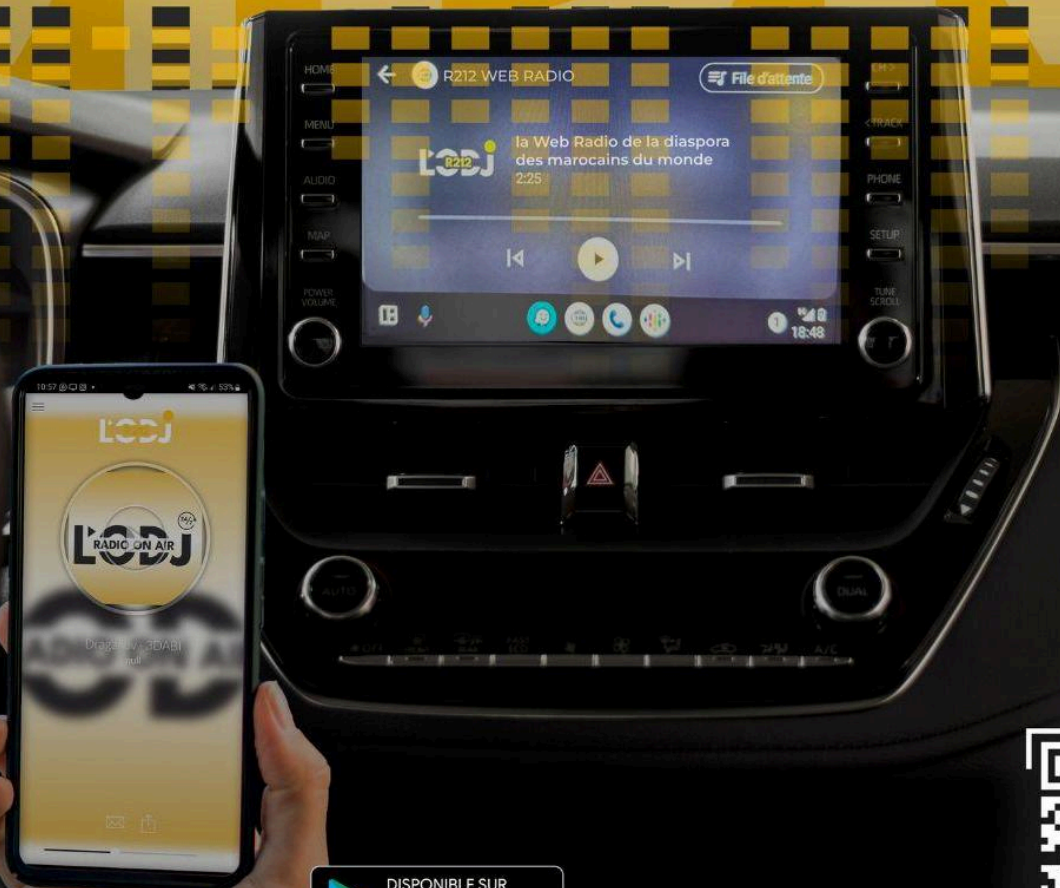
#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



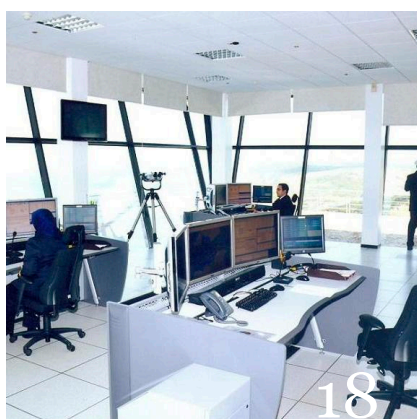
DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!

Sommaire Dossier



Loi sur le Littoral

Développement de la Loi sur le Littoral au Maroc : vers une Gestion Durable des Zones Côtières

Sécurité Maritime

Sécurité Maritime et Surveillance

Formation

Éducation et Formation en Biotechnologie Marine au Maroc : Préparer les Talents de Demain

Transport maritime

Port Atlantique de Dakhla

Gouvernance

Gestion Optimisée des Espaces Maritimes

Défis environnement

La stratégie maritime marocaine pour un avenir durable

Tourisme littoral

Un équilibre futur entre développement et durabilité

Énergies

Futur prometteur du Maroc

Développement de la Loi sur le Littoral au Maroc : vers une Gestion Durable des Zones Côtières



Dans un avenir proche, le Maroc pourrait adopter une approche révolutionnaire pour la gestion de ses zones côtières à travers le développement et l'implémentation d'une loi sur le littoral renforcée. Cette législation jouera un rôle crucial dans la protection des écosystèmes fragiles, la régulation de l'utilisation des terres et la promotion d'un développement durable le long de ses vastes côtes atlantiques et méditerranéennes.

Le futur cadre législatif sur le littoral marocain pourrait inclure des dispositions strictes pour contrôler l'urbanisation et garantir que tout développement côtier soit réalisé de manière écologique et réfléchi. Il s'agirait de limiter la construction de nouvelles infrastructures dans des zones écologiquement sensibles, comme les dunes et les mangroves, qui sont cruciales pour la biodiversité et la prévention de l'érosion.

L La loi envisagée pourrait également introduire des mesures pour améliorer la qualité de l'eau et réduire la pollution. Ceci inclurait des réglementations sur les eaux usées et les déchets provenant des villes côtières, ainsi que des contrôles stricts sur les rejets industriels dans les zones littorales. Ces mesures seraient essentielles pour préserver la santé des habitats marins et la sécurité des plages pour les loisirs publics et le tourisme. En outre, la future loi pourrait encourager la conservation de la biodiversité en établissant des zones protégées où la pêche commerciale et certaines autres activités seraient restreintes. Ces zones marines protégées pourraient servir de refuges pour les espèces menacées et permettre à l'environnement marin de se régénérer, contribuant ainsi à la durabilité des ressources halieutiques du Maroc. Le Maroc pourrait également envisager des dispositions pour renforcer la résilience des communautés côtières face aux changements climatiques. Cela inclurait des plans pour la gestion des risques de montée des eaux et des événements météorologiques extrêmes, en assurant que les infrastructures côtières soient conçues pour résister à ces défis .

Loi sur le Littoral au Maroc

Gestion Durable des Zones Côtières

Plusieurs mesures pour garantir l'efficacité de la loi sur le littoral, des mécanismes de surveillance et de mise en œuvre rigoureux seraient établis

Le gouvernement marocain pourrait créer des agences spéciales dotées des ressources et de l'autorité nécessaires pour faire respecter la loi, surveiller les activités côtières et intervenir en cas de non-conformité. De plus, des campagnes de sensibilisation seraient lancées pour éduquer les citoyens et les entreprises sur l'importance de la préservation des zones côtières et les encourager à adopter des pratiques plus durables. Le développement d'une loi sur le littoral au Maroc pourrait également encourager la participation publique dans la gestion des zones côtières. Des consultations régulières avec les communautés locales, les experts environnementaux et les parties prenantes du secteur privé pourraient être intégrées dans le processus de planification et de décision, assurant que les politiques reflètent les besoins et les priorités de tous les utilisateurs des zones côtières. En somme, l'adoption et l'implémentation d'une loi sur le littoral au Maroc marqueraient un pas significatif vers un avenir où les magnifiques côtes du pays sont gérées de manière responsable et durable, protégeant les ressources naturelles pour les générations futures tout en soutenant le développement économique.

Sécurité Maritime et Surveillance au Maroc : un Avenir de Protection Renforcée des Frontières Maritimes

Dans un futur proche, le Maroc pourrait considérablement renforcer sa sécurité maritime et ses capacités de surveillance pour protéger ses vastes frontières maritimes.

Avec une position géographique stratégique bordant à la fois l'Atlantique et la Méditerranée, le pays envisagerait de développer des systèmes de surveillance avancés et d'adopter des technologies de pointe pour sécuriser ses eaux contre les menaces potentielles telles que la piraterie, la pêche illégale, le trafic de drogues et l'immigration clandestine.

Le Maroc pourrait mettre en place un réseau intégré de surveillance maritime, utilisant des satellites, des drones, des radars et des systèmes de reconnaissance maritime pour surveiller en temps réel les activités dans ses zones économiques exclusives. Cette initiative permettrait une réponse rapide et efficace à toute activité suspecte, minimisant ainsi les risques pour la sécurité nationale.

Dans le cadre de ces efforts, le Maroc envisagerait également de renforcer sa coopération internationale avec d'autres nations et organisations régionales pour améliorer la sécurité maritime. Des accords pourraient être négociés pour permettre le partage d'informations et la conduite d'opérations conjointes contre les menaces maritimes transnationales. Cette collaboration internationale serait essentielle pour une gestion efficace des crises et pour le renforcement des capacités de patrouille et de recherche et sauvetage en mer.

Pour assurer une surveillance efficace, le Maroc pourrait investir dans la formation et l'équipement de sa garde côtière et de son personnel naval. Des programmes de formation avancée en surveillance maritime, en tactiques de défense et en secourisme seraient proposés pour garantir que le personnel est bien préparé pour faire face à tout type de situation en mer. De plus, des investissements significatifs dans des navires de patrouille modernes et des équipements de communication de pointe permettraient d'améliorer la capacité du Maroc à protéger ses intérêts maritimes. Le Maroc pourrait également explorer des technologies innovantes comme l'intelligence artificielle et le big data pour analyser les données collectées par les systèmes de surveillance. Ces technologies permettraient de prédire les modèles d'activités illégales et d'améliorer la planification et l'allocation des ressources pour la surveillance maritime. L'utilisation de ces outils technologiques avancés contribuerait à rendre la surveillance maritime plus proactive et moins réactive. Sur le plan environnemental, la surveillance maritime renforcée pourrait également aider à protéger les écosystèmes marins vulnérables. En surveillant les activités de pêche et en appliquant strictement les réglementations environnementales, le Maroc pourrait prévenir la surpêche et protéger la biodiversité marine. Cela inclurait le contrôle des zones de pêche, la surveillance des pratiques de pêche illégales et la mise en œuvre de mesures de conservation. En conclusion, en développant ses capacités de sécurité maritime et de surveillance, le Maroc pourrait non seulement sécuriser ses frontières maritimes mais aussi protéger ses ressources naturelles.

Ces initiatives renforceraient la position du Maroc en tant que leader régional en matière de sécurité maritime et contribueraient à la stabilité et à la sécurité de la région méditerranéenne et atlantique.

Éducation et Formation en Biotechnologie Marine au Maroc : Préparer les Talents de Demain

À l'avenir, le Maroc pourrait développer de manière significative ses programmes éducatifs et de formation dans le domaine de la biotechnologie marine, une initiative qui jouerait un rôle clé dans la consolidation de son économie bleue.

Envisageant de capitaliser sur ses vastes ressources maritimes, le Maroc envisagerait de créer un vivier de talents qualifiés capables de soutenir et d'innover dans les industries de la biotechnologie marine, cruciales pour le développement durable des secteurs pharmaceutique, cosmétique, et agroalimentaire.

Les institutions éducatives marocaines, en collaboration avec des partenaires industriels et des centres de recherche internationaux, pourraient développer des programmes spécialisés en biotechnologie marine. Ces programmes incluraient des cours sur la génétique marine, la microbiologie, la chimie marine, ainsi que des modules pratiques sur les méthodes de culture et d'exploitation durable des organismes marins. L'objectif serait de fournir une compréhension approfondie des processus biologiques qui régissent les océans et de leur potentiel en termes de biotechnologie.

En plus des programmes universitaires, des formations professionnelles et techniques pourraient être mises en place pour préparer les techniciens et les opérateurs de laboratoire. Ces formations seraient conçues pour répondre directement aux besoins des entreprises opérant dans le domaine de la biotechnologie marine, assurant ainsi que les compétences acquises soient directement applicables et pertinentes pour l'industrie.

Le Maroc pourrait également envisager de créer des incubateurs et des accélérateurs dédiés à la biotechnologie marine, offrant des ressources et un soutien aux étudiants et aux chercheurs désireux de développer des produits innovants. Ces centres d'innovation fourniraient non seulement des laboratoires et des équipements de pointe, mais aussi un accès à des réseaux d'experts et de potentiels investisseurs.

Ils pourraient servir de catalyseur pour la transformation des découvertes scientifiques en solutions commerciales viables et écologiquement responsables.

Pour encourager la participation et l'innovation des jeunes dans ce secteur, le gouvernement marocain pourrait proposer des bourses et des subventions pour les études en biotechnologie marine.

Ces aides financières seraient destinées à attirer les talents les plus prometteurs et à réduire les barrières financières qui pourraient empêcher les étudiants de poursuivre des carrières dans ce domaine.

En outre, des partenariats internationaux avec des institutions réputées dans la recherche marine seraient essentiels pour enrichir les programmes éducatifs et garantir que les curriculums restent à la pointe de la technologie et des connaissances scientifiques.

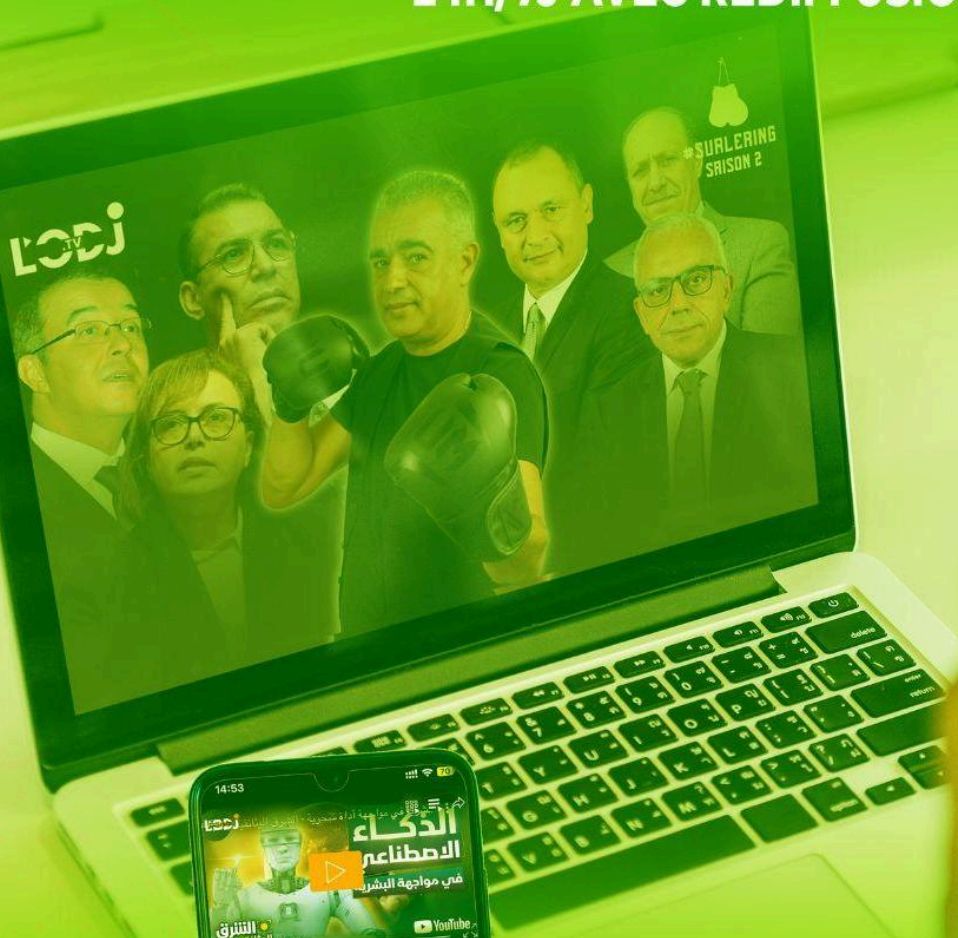
Ces collaborations pourraient également offrir des opportunités d'échanges et de stages à l'étranger, permettant aux étudiants marocains d'acquérir une expérience internationale précieuse.

Avec ces initiatives, le Maroc pourrait non seulement répondre aux besoins de son économie en pleine croissance mais aussi jouer un rôle de leader dans le domaine de la biotechnologie marine à l'échelle mondiale. En investissant dans l'éducation et la formation, le Maroc se préparerait à relever les défis futurs et à exploiter de manière responsable et innovante les ressources précieuses de ses vastes étendues maritimes.

L'ODJ TV

LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000 +20 +500



SCAN ME!

Le Futur du Transport Maritime au Maroc



Un Pivot vers la Modernité et la Compétitivité avec le Port Atlantique Dakhla

Dans les années à venir, le Maroc pourrait renforcer

sa position stratégique dans le transport maritime international grâce à l'expansion et la modernisation de ses infrastructures portuaires, y compris le développement d'un nouveau projet ambitieux, le port atlantique de Dakhla. Situé sur la côte atlantique, ce futur port pourrait devenir un pivot crucial non seulement pour le commerce entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques mais aussi comme un centre pour le développement économique régional.

D Le développement futur de Dakhla

Le développement futur de Dakhla, en parallèle avec le port déjà établi de Tanger Med, jouerait un rôle central dans cette stratégie. Tanger Med, qui est déjà l'un des plus grands ports d'Afrique en termes de capacité de traitement de conteneurs, pourrait voir son infrastructure encore agrandie et ses technologies modernisées. De nouvelles expansions à Tanger Med permettraient d'accroître significativement sa capacité et d'améliorer l'efficacité des opérations logistiques. Dakhla, quant à lui, offrirait une nouvelle porte d'entrée pour le commerce transatlantique et servirait de lien logistique entre l'Europe, l'Afrique subsaharienne et les Amériques.

Le projet inclurait des installations portuaires modernes et des zones industrielles équipées pour attirer des investissements internationaux, créant ainsi des emplois qualifiés et stimulant l'économie locale. Pour soutenir cette vision, le Maroc pourrait investir dans des technologies de pointe, telles que l'automatisation des terminaux et des systèmes de gestion des cargaisons basés sur l'intelligence artificielle. Ces technologies réduiraient les délais de traitement et augmenteraient la sécurité des marchandises transitant par les ports marocains.

L'engagement du Maroc envers les pratiques environnementales durables jouerait également un rôle clé dans le développement

Des normes strictes pourraient être adoptées pour minimiser l'empreinte écologique des activités portuaires, incluant la gestion des eaux de ballast et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures renforceraient l'attractivité du Maroc comme un partenaire commercial responsable et durable sur la scène internationale. La formation et le développement des compétences seraient essentiels pour accompagner cette expansion. Le Maroc pourrait établir des programmes spécialisés dans les métiers du transport maritime et logistique, en collaboration avec des institutions éducatives internationales et des acteurs industriels, pour préparer une main-d'œuvre locale qualifiée. En outre, le potentiel touristique de ces ports ne serait pas négligé.

Le développement de services de croisières et autres offres de transport de passagers contribuerait à promouvoir le Maroc comme une destination accessible par mer, enrichissant ainsi son offre touristique. En somme, si ces plans se concrétisaient, le Maroc pourrait devenir un acteur majeur du transport maritime mondial.

Le développement de Tanger Med et la création du port atlantique de Dakhla favoriseraient une croissance économique robuste et positionneraient le Maroc comme un carrefour logistique incontournable entre différents continents.

Gouvernance et Planification Spatiale Marine au Maroc : Vers une Gestion Optimisée des Espaces Maritimes

Visibilité dans les années à venir :

Dans les années à venir, le Maroc pourrait se distinguer par une gouvernance maritime renforcée et une planification spatiale innovante, optimisant l'utilisation des vastes ressources maritimes du pays. Situé à la croisée de l'Atlantique et de la Méditerranée, le Maroc a l'opportunité de devenir un modèle de gestion intégrée des zones côtières et marines, contribuant ainsi à la durabilité économique, environnementale et sociale de ses régions littorales. La planification spatiale marine au Maroc, dans le futur, envisagerait une approche plus stratégique et coordonnée pour réguler les activités maritimes telles que la pêche, le tourisme, le transport et l'exploitation des ressources énergétiques. Cette planification permettrait de minimiser les conflits d'usage et de protéger les écosystèmes marins sensibles, tout en soutenant le développement économique.

Le Maroc pourrait développer des cartes maritimes détaillées qui identifieraient les zones propices à différentes activités économiques sans compromettre l'intégrité écologique des habitats marins. Les zones de pêche seraient clairement délimitées pour éviter la surpêche, tandis que des corridors spécifiques seraient réservés au transport maritime pour réduire les risques de collision et la pollution dans les zones écologiquement sensibles.

En outre, le futur pourrait voir le Maroc instaurer des zones de protection marine où les activités humaines seraient fortement réglementées.

Ces aires protégées serviraient de refuges pour la biodiversité marine et aideraient à la régénération des stocks de poissons, tout en étant des sites de recherche scientifique et d'éducation environnementale.

La gouvernance des politiques publiques maritimes pourrait également être renforcée par l'adoption de technologies de pointe et de systèmes de surveillance. L'utilisation de satellites, de drones marins, et de systèmes d'information géographique permettrait une surveillance et une gestion en temps réel des activités maritimes, assurant le respect des réglementations et la protection de l'environnement.

Pour réussir cette gestion spatiale, le Maroc pourrait envisager des collaborations accrues entre les agences gouvernementales, les institutions de recherche, les entreprises privées et les communautés locales. Des consultations régulières avec les parties prenantes permettraient de s'assurer que les plans de gestion reflètent les besoins et les préoccupations de tous les secteurs impliqués.

Les politiques publiques futures pourraient également inclure des incitations économiques pour encourager les pratiques durables dans les industries maritimes.



Subventions nécessaires



Des subventions pour les technologies propres, des réductions fiscales pour les entreprises respectant des critères écologiques stricts, et des aides financières pour la modernisation des équipements de pêche et de transport pourraient être mises en place.

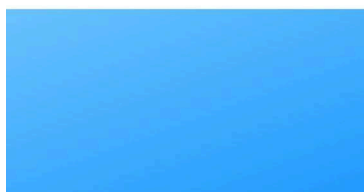
Gouvernance rigoureuse

En intégrant une gouvernance rigoureuse et une planification spatiale précise, le Maroc pourrait assurer une utilisation durable de ses ressources maritimes.

Ces initiatives, en plus de protéger l'environnement, stimuleraient l'économie maritime et renforceraient la résilience des communautés côtières.



Planification spatiale



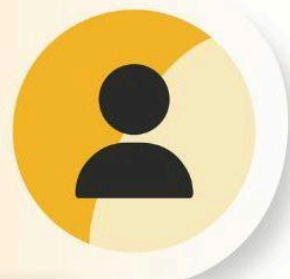
En conclusion, la vision future du Maroc en matière de gouvernance et de planification spatiale marine pourrait servir de référence à d'autres nations cherchant à équilibrer développement économique et conservation environnementale dans leurs régions littorales et maritimes.

Bulletin d'audience de lodj.ma Décembre 2023



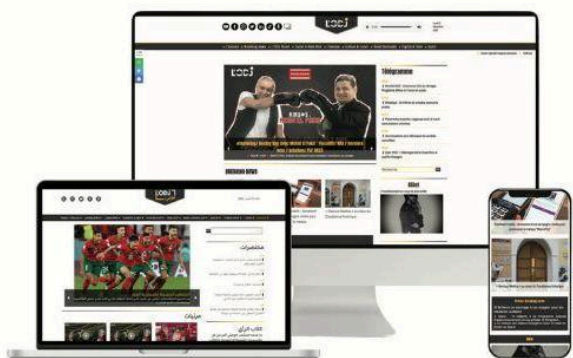
+ 3.700.000
pages vues par mois

+ 1.000.000
visites par mois



+ 120.000
pages vues par jour

+ 34.000
visites par jour



Défis environnementaux et solutions : la stratégie maritime marocaine pour un avenir durable



À l'horizon des prochaines décennies, le Maroc pourrait jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre les défis environnementaux maritimes grâce à l'adoption de stratégies innovantes et durables. Avec son emplacement stratégique bordant l'Atlantique et la Méditerranée, le Maroc serait bien placé pour mettre en œuvre des solutions efficaces destinées à protéger ses ressources marines et littorales.

L'une des principales initiatives que le Maroc pourrait envisager serait la lutte contre la pollution marine. Des mesures proactives, telles que la mise en place de systèmes avancés de traitement des eaux usées et des déchets dans les zones côtières, pourraient être développées.

C Ces systèmes empêcheraient les polluants d'atteindre les milieux marins, préservant ainsi la biodiversité et la qualité de l'eau.

En outre, le Maroc pourrait intensifier ses efforts pour combattre l'érosion côtière, qui menace de nombreuses régions littorales du pays.

Des techniques de gestion côtière intégrée, y compris la reforestation des mangroves et la construction de structures artificielles pour protéger les plages et les dunes, seraient potentiellement mises en œuvre.

Ces actions contribueraient à stabiliser les littoraux et à protéger les habitats naturels importants pour la faune et la flore marines.



Le futur de la stratégie maritime marocaine

Ce dernier pourrait également inclure le développement de l'aquaculture durable. En promouvant des méthodes d'aquaculture respectueuses de l'environnement, le Maroc pourrait réduire la pression sur les stocks de poissons sauvages tout en fournissant une source stable de produits de la mer pour ses citoyens et pour l'exportation. Les pratiques durables d'aquaculture incluraient l'utilisation de systèmes de recirculation de l'eau et l'adoption de régimes alimentaires écologiques pour les poissons d'élevage.

En matière de réglementation, le Maroc pourrait envisager des politiques plus strictes concernant les activités industrielles et commerciales affectant les écosystèmes marins.

L'introduction de quotas de pêche basés sur des données scientifiques, la réglementation des substances chimiques dangereuses, et l'application rigoureuse des lois sur la protection de l'environnement seraient essentielles pour maintenir la santé des océans.

De plus, le Maroc pourrait jouer un rôle actif dans la recherche marine et la surveillance environnementale. Le développement de programmes de recherche dédiés à étudier les impacts du changement climatique sur les océans et à explorer de nouvelles technologies pour la conservation de l'eau et des ressources marines serait probable. Ces recherches fourniraient des données précieuses pour guider les politiques publiques et les initiatives de conservation.

L'engagement communautaire et l'éducation joueraient également un rôle vital dans la réussite de la stratégie maritime. Des programmes de sensibilisation pourraient être lancés pour informer le public des enjeux environnementaux et encourager des comportements respectueux des océans, tels que le recyclage et la réduction des déchets plastiques.

En somme, si ces initiatives étaient adoptées, le Maroc pourrait non seulement améliorer la santé de ses écosystèmes marins, mais également renforcer son économie par une gestion plus durable de ses ressources maritimes. Ces efforts contribueraient à un avenir plus prometteur pour le pays et pour la planète, démontrant le leadership marocain dans la protection de l'environnement marin à l'échelle mondiale.

Innovations en biotechnologie marine : un avenir prometteur pour le Maroc

Le Maroc, riche de ses vastes côtes atlantiques et méditerranéennes, pourrait bientôt devenir un leader dans le domaine de la biotechnologie marine, exploitant son potentiel biologique pour révolutionner des secteurs tels que la pharmacie, la cosmétique, et l'agroalimentaire. Les innovations futures dans ce domaine prometteur offriraient des opportunités sans précédent pour le développement économique et la protection de l'environnement.

Dans les années à venir, le Maroc pourrait intensifier ses recherches en biotechnologie marine, visant à découvrir et à commercialiser des composés bioactifs issus d'organismes marins. Ces composés auraient le potentiel de mener à de nouveaux médicaments, traitements de santé innovants, et produits cosmétiques naturels, positionnant ainsi le Maroc à l'avant-garde des industries de la santé et de la beauté respectueuses de l'environnement.

L'exploitation des ressources génétiques marines comporterait également des développements significatifs dans le domaine de l'agroalimentaire. Les algues, par exemple, pourraient être utilisées de manière plus extensive dans l'alimentation humaine et animale, offrant des solutions nutritives et durables. Les biotechnologies permettraient d'améliorer les techniques de culture et de récolte des algues, maximisant leur rendement tout en minimisant l'impact écologique.

Le gouvernement marocain pourrait envisager de mettre en place des partenariats stratégiques entre les universités, les centres de recherche, et les industries biotechnologiques pour catalyser l'innovation dans ce secteur. Ces collaborations faciliteraient le partage de connaissances et de ressources, accélérant ainsi la recherche et le développement de produits biotechnologiques marins.

Pour soutenir ces initiatives, des investissements significatifs dans les infrastructures de recherche seraient probables, avec la création de laboratoires spécialisés et de stations de biologie marine équipées de technologies de pointe.

Ces installations permettraient de mener des études avancées sur la biodiversité marine et de tester l'efficacité et la sécurité des nouveaux produits avant leur mise sur le marché.

En outre, le Maroc pourrait développer des réglementations et des incitations pour encourager l'investissement privé dans la biotechnologie marine.

Ces mesures incluraient des allègements fiscaux, des subventions pour la recherche et le développement, et des garanties pour la protection intellectuelle des innovations. Sur le plan environnemental, la biotechnologie marine serait développée dans le respect des écosystèmes marins. Des normes strictes seraient mises en place pour assurer que la collecte de matière première biologique soit durable et que les habitats marins ne soient pas endommagés par les activités de recherche et de développement.

Les implications de ces innovations ne se limiteraient pas aux frontières du Maroc.

En effet, le pays pourrait jouer un rôle important sur la scène internationale en exportant ses découvertes et technologies biotechnologiques, contribuant ainsi à des solutions globales pour la santé, l'alimentation, et l'environnement.

En conclusion, l'avenir de la biotechnologie marine au Maroc serait non seulement une source de croissance économique mais aussi un pilier de développement durable. En investissant dans ce secteur, le Maroc pourrait non seulement diversifier son économie mais également contribuer significativement à la préservation de ses ressources marines pour les générations futures, tout en positionnant le pays comme un centre d'excellence en biotechnologie marine à l'échelle mondiale.





LE MAGAZINE MENSUEL 100% CONNECTÉ & AUGMENTÉ



+200.000 LECTEURS PAR MOIS

Retrouver tous les anciens numéros de notre I-MAG sur : www.lodj.ma/magazine

      @lodjmaroc

- X -



SCAN ME!

Tourisme littoral au Maroc : Un équilibre futur entre développement et durabilité

Dans les années à venir, le Maroc pourrait réinventer son secteur du tourisme littoral, en cherchant un équilibre optimal entre croissance économique et préservation de l'environnement. Avec ses longues côtes s'étendant le long de l'Atlantique et de la Méditerranée, le Maroc possède un potentiel immense pour devenir une destination clé pour le tourisme durable.

Pratiques touristiques :

L'accent serait mis sur le développement de pratiques touristiques qui respecteraient et valoriseraient les écosystèmes côtiers tout en contribuant significativement à l'économie locale. Le gouvernement marocain pourrait envisager des politiques et des initiatives qui encourageraient l'écotourisme et les activités à faible impact environnemental, telles que le bird-watching, la randonnée dans les zones côtières protégées, et le snorkeling responsable autour des récifs coralliens.

Dans cette vision future, les projets d'infrastructure touristique seraient conçus pour minimiser leur empreinte écologique. Cela inclurait la construction d'hébergements éco-responsables, utilisant des matériaux durables et des technologies économes en énergie. De plus, ces projets pourraient intégrer des systèmes de gestion des déchets avancés et des pratiques de recyclage, assurant ainsi que les activités touristiques ne nuisent pas à la beauté naturelle des sites maritimes.

Le Maroc pourrait également développer des programmes de certification pour les entreprises touristiques qui respectent des critères écologiques stricts.

Cette certification encouragerait non seulement les pratiques durables mais servirait aussi de moteur pour attirer des touristes de plus en plus conscients de l'impact environnemental de leurs voyages.

En parallèle, une part importante des revenus générés par le tourisme côtier pourrait être réinvestie dans la

Ces fonds seraient utilisés pour restaurer les habitats endommagés, protéger les espèces menacées et financer la recherche scientifique sur la biodiversité marine.

Ce modèle de financement contribuerait à créer un cercle vertueux où le tourisme non seulement soutient mais améliore l'environnement. L'engagement communautaire serait au cœur de cette nouvelle stratégie touristique. Les populations locales seraient encouragées à participer activement au développement et à la gestion du tourisme dans leurs régions. En impliquant les communautés locales, le Maroc pourrait garantir que les bénéfices du tourisme soient équitablement partagés et que les projets touristiques reflètent les valeurs et les besoins des résidents.

De plus, le gouvernement marocain pourrait mettre en place des campagnes de sensibilisation nationales et internationales pour promouvoir le Maroc comme une destination de tourisme durable.

Ces campagnes mettraient en avant les efforts du pays pour protéger ses ressources naturelles tout en offrant des expériences touristiques enrichissantes et respectueuses de l'environnement. En conclusion, si ces initiatives étaient mises en œuvre, le tourisme littoral au Maroc pourrait se développer de manière durable, en offrant des expériences uniques à ses visiteurs tout en conservant son patrimoine naturel pour les générations futures. Ce développement équilibré entre croissance économique et conservation environnementale positionnerait le Maroc comme un leader mondial dans le domaine du tourisme durable.

Aires Marines Protégées au Maroc : vers une gestion Durable des Écosystèmes Marins

Dans les années à venir, le Maroc pourrait renforcer considérablement ses efforts dans la gestion et la protection des Aires Marines Protégées (AMP) afin de préserver ses ressources marines vitales.

Ce développement s'inscrirait dans le cadre de l'Initiative Ceinture Bleue et d'autres politiques environnementales qui viseraient à garantir la durabilité des écosystèmes marins face aux défis écologiques actuels et futurs. Les Aires Marines Protégées joueront un rôle crucial dans la conservation de la biodiversité marine et dans la protection des habitats sensibles. En augmentant le nombre et la surface des AMP, le Maroc pourrait non seulement protéger ses ressources biologiques marines mais également améliorer la santé des océans qui sont essentiels pour le climat global et la sécurité alimentaire locale.

La gestion future des AMP au Maroc serait probablement axée sur des approches innovantes et adaptatives qui prendraient en compte les impacts du changement climatique, tels que l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer.

Ces stratégies incluraient des mesures de restauration écologique, le renforcement des populations d'espèces en déclin et la mise en œuvre de techniques de surveillance avancées pour suivre la santé des écosystèmes marins.

En vue de maximiser l'efficacité des Aires Marines Protégées, le Maroc pourrait envisager des partenariats avec des organisations internationales, des ONG environnementales et des institutions académiques.

Ces collaborations permettraient d'échanger des connaissances, des ressources et des technologies qui contribueraient à une gestion plus efficace et scientifiquement fondée des AMP.

Par ailleurs, des initiatives communautaires seraient encouragées pour impliquer les populations locales, notamment les pêcheurs, dans la surveillance et la gestion de ces aires protégées. L'éducation et la sensibilisation joueraient également un rôle pivot dans la réussite de ces initiatives. Des programmes éducatifs seraient mis en place pour informer le public marocain et les visiteurs sur l'importance des AMP pour l'environnement marin et pour le bien-être économique des communautés côtières. Ces efforts de sensibilisation pourraient potentiellement augmenter le soutien public pour les mesures de conservation marine. Sur le plan législatif, le gouvernement marocain pourrait renforcer les lois et réglementations qui protègent les AMP, imposant des restrictions sur certaines activités telles que la pêche excessive, l'exploration et l'exploitation minière sous-marine, et la pollution industrielle. De nouvelles politiques pourraient être introduites pour favoriser une exploitation durable des ressources marines et pour pénaliser les infractions environnementales dans les zones protégées. Finalement, les Aires Marines Protégées pourraient devenir des centres de recherche scientifique et de monitoring écologique, fournissant des données précieuses pour les études environnementales et climatiques. Le Maroc pourrait utiliser ces informations pour mieux comprendre les processus écologiques marins et pour améliorer continuellement les pratiques de gestion des ressources naturelles. En conclusion, si ces initiatives étaient mises en œuvre, le tourisme littoral au Maroc pourrait se développer de manière durable, en offrant des expériences uniques à ses visiteurs tout en conservant son patrimoine naturel pour les générations futures.

Énergies renouvelables marines : le futur prometteur du Maroc

À l'horizon des prochaines décennies, le Maroc pourrait se positionner comme un leader incontestable dans le domaine des énergies renouvelables marines. Grâce à sa géographie privilégiée, bordée par l'océan Atlantique et la mer Méditerranée, le pays explorerait activement les potentielles contributions des énergies éoliennes et hydroliennes à son mix énergétique. Ce développement pourrait non seulement répondre aux besoins énergétiques croissants du Maroc mais également marquer un tournant significatif vers une économie plus verte et durable.

L'investissement dans les énergies renouvelables marines, telles que les parcs éoliens offshore et les technologies hydroliennes, serait motivé par la nécessité de réduire la dépendance aux combustibles fossiles et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Le potentiel éolien et hydrolien du Maroc serait exceptionnel, avec des conditions de vent et de courants marins favorables qui pourraient être exploitées pour générer de l'énergie de manière constante et fiable.

La mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables marines pourrait également stimuler l'économie locale en créant des emplois directs et indirects dans les secteurs de la construction, de la maintenance, de l'ingénierie et de la gestion environnementale.

Par ailleurs, ces initiatives contribueraient à l'atteinte des objectifs internationaux du Maroc en matière de développement durable et de réduction de l'empreinte carbone.

En vue de capitaliser sur ce potentiel, le Maroc planifierait le déploiement de plusieurs projets pilotes pour tester et optimiser les technologies avant leur mise en œuvre à plus grande échelle.

C

Ces projets pilotes permettraient de surmonter les défis techniques et logistiques liés à l'installation d'infrastructures en milieu marin et de peaufiner les modèles de gestion et de financement les plus efficaces pour ces types d'investissements.

Le gouvernement marocain pourrait envisager des partenariats avec des entreprises internationales spécialisées dans les énergies marines pour accélérer le développement de ces technologies. Ces collaborations offriraient un transfert de savoir-faire et de technologies, essentiel pour le développement rapide du secteur.

En parallèle, des programmes de formation et de certification seraient mis en place pour développer les compétences locales nécessaires à la gestion et à l'entretien des installations énergétiques marines. Sur le plan environnemental, le Maroc prendrait des mesures strictes pour assurer que le développement des énergies renouvelables marines se fasse dans le respect de la biodiversité marine. Des études d'impact environnemental seraient systématiquement réalisées avant le lancement de tout projet, pour minimiser les perturbations des écosystèmes marins et côtiers.

De plus, des zones spécifiques seraient désignées pour les installations afin de limiter l'interaction avec les activités de pêche traditionnelles et les routes de navigation commerciale.

En somme, l'engagement du Maroc vers les énergies renouvelables marines refléterait une vision ambitieuse pour un avenir énergétique durable.

Ce pivot vers des ressources énergétiques propres et renouvelables pourrait non seulement renforcer la sécurité énergétique du pays mais aussi positionner le Maroc comme un exemple à suivre dans la lutte globale contre le changement climatique.

Prospectives sur l'économie bleue marocaine : L'Initiative Ceinture Bleue et le potentiel de l'aquaculture

Orientation de l'économie bleue :

L'économie bleue du Maroc, orientée vers l'exploitation durable des ressources marines, jouera un rôle crucial dans le développement socio-économique futur du pays. Parmi les initiatives les plus prometteuses, l'Initiative Ceinture Bleue se distinguerait par son ambition de transformer et revitaliser le secteur de la pêche et de l'aquaculture, des piliers vitaux pour l'économie marocaine.

Lancée lors de la COP22 en 2016, l'Initiative Ceinture Bleue viserait à promouvoir des pratiques de pêche durable et à développer l'aquaculture comme un levier de croissance économique tout en préservant l'équilibre écologique des écosystèmes marins. Cette initiative s'alignerait avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, en particulier l'objectif 14 qui préconise la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines.

Grâce à sa position géographique stratégique, bordant l'Atlantique et la Méditerranée, le Maroc pourrait déployer un potentiel aquacole considérable.

Les zones côtières marocaines offriraient des conditions idéales pour le développement de l'aquaculture, incluant l'élevage de poissons, de mollusques et de crustacés ainsi que la culture d'algues. L'ambition serait de créer des emplois, d'accroître les revenus des communautés côtières et de contribuer à la sécurité alimentaire nationale.

L'expansion de l'aquaculture au Maroc serait soutenue par des politiques gouvernementales facilitant l'investissement dans ce secteur.

Ces politiques viseraient à moderniser les infrastructures existantes, encourager les investissements privés et mettre en place des formations spécialisées pour les travailleurs. Par ailleurs, le développement de l'aquaculture pourrait être perçu comme une opportunité pour diversifier les activités économiques des régions côtières, souvent dépendantes de la pêche traditionnelle. L'Initiative Ceinture Bleue mettrait également l'accent sur la durabilité et l'innovation. Elle encouragerait l'adoption de technologies avancées et de pratiques de gestion durable pour minimiser l'impact environnemental de l'aquaculture. Cela comprendrait la gestion des déchets, l'utilisation d'aliments pour poissons écologiquement responsables et la mise en œuvre de systèmes d'aquaculture à circuit fermé qui réduiraient la pollution et les maladies.

En plus de son impact économique et environnemental, l'initiative viserait à renforcer la résilience des communautés côtières face aux changements climatiques. Par exemple, l'augmentation de la production aquacole pourrait réduire la pression sur les stocks de poissons sauvages, contribuant ainsi à la conservation des habitats marins critiques comme les récifs coralliens et les mangroves. En conclusion, l'Initiative Ceinture Bleue serait un pilier de l'économie bleue marocaine, illustrant l'engagement du Maroc envers une exploitation marine responsable et innovante. En développant l'aquaculture, le Maroc ne se contenterait pas de diversifier son économie ; il contribuerait également à la



I WEEK

L'HEBDOMADAIRE EN BRÈVES



+25.000
LECTEURS PAR SEMAINE

Retrouver tous les anciens numéros de notre I-WEEK sur : www.pressplus.ma

 @lodjmaroc

- x -



SCAN ME!

Rapport

CESE

L'économie bleue : pilier d'un nouveau modèle de développement du Maroc

Ces dernières années, la communauté internationale a pris conscience de l'important relais de croissance offert par l'économie bleue. En effet, nos modes de production et de consommation, jusque-là peu durables, ont conduit à une surexploitation, voire un épuisement, des ressources terrestres, ce qui a poussé les Etats côtiers à se tourner vers les ressources marines qui offrent un grand potentiel de richesses pouvant stimuler la croissance économique, la prospérité sociale tout en assurant la protection de l'environnement.



Le but du présent rapport du CESE est de présenter une réflexion stratégique sur le capital maritime marocain et d'en analyser les atouts, les contraintes, les opportunités et les menaces actuelles, avant de proposer des lignes directrices et des recommandations opérationnelles pour la mise en place d'une Stratégie Nationale de l'Economie Bleue (SNEB).

Aujourd'hui, l'économie bleue marocaine doit être conçue autour d'une vision écosystémique. La préservation de la santé des océans et de la biodiversité marine en est un axe essentiel, sans occulter le potentiel d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Elle doit contribuer à la réduction des inégalités territoriales et sociales tout en assurant un meilleur partage des richesses.



L'ODJ MÉDIA

Conférence, Forum, Salon Partenariat Win Win

L'ODJ est un bouquet de 8 publications en format numérique pour :

Nous lire : Portails Web (lodj.ma et lodj.info) & Web Magazine mensuel

Nous écouter : Web Radio & APP Mobile & Plateforme de podcast (Apple podcast, Google podcast, Spotify, Deezer)

Nous voir : Web TV & Youtube

Nous suivre : Instagram & FaceBook & TikTok & Linkedin & Twitter

Nous recevoir : Newsletter et emailing

Le Bouquet L'ODJ n'est pas un simple canal d'actualités ou d'informations en continu, mais un bouquet multimédia et multi-canal pour faire revivre l'esprit de l'Opinion Des Jeunes.

